

COPEI

Federación Anarquista Uruguaya

1972

Table des matières

Nouvelle introduction	3
Introduction par "El Combate", 1972	5
Partie 1	6
I	7
II	10
III	13
IV	15
V	17
VI	20
VII	23
VIII	25
IX	27
X	30
Partie 2	37

Nouvelle introduction

Tommy Lawson, Mars 2022

Ce qui suit est la première traduction en anglais de l'intégralité de "COPEI", un document de stratégie interne de la Federación Anarquista Uruguaya (FAU) clandestine rédigé en 1972.

Le COPEI est un document important pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, en tant qu'organisation ayant articulé la stratégie de l'Especifismo, les travaux et les idées de la FAU sont essentiels pour comprendre la trajectoire et le développement de la tendance. L'Especifismo est la théorie de "l'organisation anarchiste spécifique" qui emploie des pratiques fédéralistes et est unie par une cohérence théorique et stratégique. Les organisations especifistes s'organisent autour d'un programme et sont dédiées à la lutte des classes et à la construction de mouvements populaires de masse autonomes par rapport aux capitalistes et aux partis politiques réformistes. L'Especifismo est considéré comme similaire aux autres tendances anarchistes connues sous le nom de Platformisme et Dualisme Organisationnel, mais il s'est développé dans le contexte unique de l'Uruguay et s'est répandu dans toute l'Amérique latine.

Tout au long des années 1950 à 1970, la FAU a fait preuve d'un niveau de sophistication stratégique relativement inconnu parmi les autres fédérations anarchistes. Des nuances et des niveaux d'organisation impressionnants étaient nécessaires pour combiner et coordonner les activités du "parti" anarchiste clandestin, la FAU, avec le travail de masse en surface de la Resistencia Obrero Estudiantil (Résistance ouvrière-étudiante - ROE), la faction syndicale Tendencia Combativa (Tendance combative) et l'appareil armé de l'Organización Popular Revolucionaria (Organisation populaire révolutionnaire, OPR-33). Ainsi, pour la FAU, "la structuration de l'Organisation politique est une tâche fondamentale dans les étapes de formation des conditions de l'insurrection". La structuration de l'appareil politique étant après tout, l'intuition clé de l'especifismo car l'insurrection populaire est la méthode de l'anarchisme.

Aujourd'hui, comprendre la manière dont l'appareil armé d'une organisation révolutionnaire a été intégré dans le projet global de la révolution sociale est un aspect souvent non étudié du projet révolutionnaire. Les conditions matérielles ont changé de telle manière que même la possibilité de guérillas urbaines est devenue superflue dans la majeure partie du monde. Cependant, l'histoire n'est pas statique et nous ne savons pas ce qui émergera d'un monde assailli par de nouveaux impérialismes, l'effondrement des écosystèmes sous l'effet du changement climatique rapide, de nouvelles guerres, des pandémies et des niveaux d'inégalité toujours plus élevés. Les dimensions stratégiques qui résulteront de ces nouvelles contradictions sont encore inconnues, et il est utile que les révolutionnaires gardent l'esprit ouvert en étudiant le passé.

Dans l'Amérique latine des années 1960, on croyait que des perspectives révolutionnaires avaient été ouvertes par la guérilla à Cuba et le renversement ultérieur du régime de Batista. Partout sur le continent, des groupes armés ont surgi pour tenter d'imiter les succès du mouvement cubain. En fait, les nouvelles guerres de guérilla étaient souvent parrainées par les Cubains eux-mêmes. Che Guevara a déclaré qu'il fallait "deux, trois, beaucoup de Vietnams" pour vaincre l'impérialisme américain. En Uruguay, un certain nombre de groupes sympathisants ont créé une coalition appelée *El Coordinador*. La FAU faisait partie des organisations impliquées, aux côtés de groupes comme les Tupamaros. La ligne politique d'El Coordinador a été argumentée à travers son journal, *Epocha*, qui articulait l'utilisation de la lutte armée contre l'État uruguayen et l'impérialisme américain. Alors que tous les groupes impliqués étaient d'accord sur le recours à la lutte armée, la FAU s'est dissociée d'*Epocha* suite à la première action, un raid sur le Club de tir Suisse. En peu de temps, toutes les organisations associées au raid seront également contraintes à la clandestinité, déclarées illégales par un régime qui se dirige rapidement vers la dictature.

La FAU était devenue très critique de la stratégie "focista" (foquiste) imitée par les autres organisations révolutionnaires en Uruguay. "Foquismo" était le nom donné à la stratégie développée par Che Guevara dans

son manuel, *Guerre de guérilla*. Essentiellement, sa thèse peut être décomposée ainsi ; les conditions objectives de la révolution existaient déjà en Amérique latine en raison des contradictions exacerbées par l'impérialisme américain. Tout ce qu'il fallait, c'était qu'un petit groupe de révolutionnaires s'engage dans une confrontation armée avec l'État et la guerre qui s'ensuivrait encouragerait les conditions subjectives menant à la révolution sociale. Il est important de noter que dans la vision du Che, les aspects politiques de la lutte sont subordonnés à la lutte armée. En Uruguay, la principale organisation Focuisa était les Tupamaros, également au centre de la critique dans le document.

C'est la deuxième raison pour laquelle le COPEI est fondamental. Bien qu'elle ait soutenu la lutte armée et s'y soit engagée, la FAU estimait que le foquismo était une stratégie défectueuse. Contrairement aux foquistas, qui voyaient dans la guérilla l'organisation révolutionnaire par excellence, la FAU considérait que "la fonction de la guérilla urbaine n'était pas d'obtenir la victoire après une confrontation directe avec l'armée", mais qu'elle était "un préambule et une préparation nécessaires à l'insurrection". En définitive, "les actions armées sont conçues à travers un centre politique, et non un centre politique conçu à travers des actions armées". C'est-à-dire le contraire de la thèse du foquismo. Car "la conception du foquismo s'intéresse aux masses presque exclusivement comme soutien et couverture de l'action spécifiquement militaire. Elle ne s'intéresse pas à la participation des masses en tant que protagonistes du processus révolutionnaire". Cependant, dans la vision de la FAU, la révolution doit être faite par les travailleurs, la guérilla étant un aspect de la préparation à l'insurrection de masse ; "la politique militaire révolutionnaire sera donc une politique militaire de classe, qui dans toutes ses étapes doit coïncider avec les intérêts de la classe ouvrière industrielle et des autres classes ouvrières.

Le dernier aspect dans lequel le COPEI se distingue comme un document fondamental est sa critique tranchante de la politique réformiste. En effet, le but de l'utilisation de la lutte armée en tant qu'aspect du mouvement révolutionnaire est de rompre avec les limites de la politique bourgeoise ; "le système capitaliste ne sera pas détruit en suivant les règles du jeu qu'ils ont eux-mêmes créées pour garantir sa continuité. La continuité du système est maintenue en réduisant l'action à seulement ce que la légalité bourgeoise permet, seulement ce que la légalité créée et gérée par la bourgeoisie recommande. Les forces sociales-démocrates et autres forces réformistes, y compris le Parti communiste uruguayen de l'époque, limitaient les possibilités ouvertes par une crise et un affrontement inévitables avec l'État capitaliste. 'En faisant de l'idée de l'"insurrection prolétarienne" un mythe, les réformistes en font un prétexte légitimant leur pratique contre-révolutionnaire, si utile au système. Loin de représenter une alternative opposée à celui-ci, visant à le détruire, elle devient une pratique quotidienne, dans les événements concrets et quotidiens, et le "perfectionne" en quelque sorte, en le corrigeant dans ses manifestations d'injustice les plus extrêmes et les plus visibles." Cela deviendra visible lors des vagues de grèves qui ont frappé l'Uruguay d'avant la dictature, où le parti communiste a tout canalisé dans des efforts électoraux ratés, tandis que la FAU et la Tendencia ont tout fait pour préparer les travailleurs à l'insurrection. Comme le note Abraham Guillen, "l'OPR-33 et la ROE ont donné lieu à une série de grèves réussies dans les industries métallurgiques, du caoutchouc et de l'habillement. La grève chez SERAL, un fabricant de chaussures, a duré plus d'un an. Là où les syndicats contrôlés par les communistes ont échoué, l'OPR-33 et la ROE ont réussi".

La nouvelle traduction de COPEI s'inscrit dans une découverte de la profondeur de l'histoire de l'anarchisme latino-américain. Une région où l'anarchisme a peut-être, au moins aussi influent sinon plus qu'en Europe.

En 2018, une traduction partielle a été fournie par Gabriel Ascui et publiée sur le site de la Fédération anarchiste Black Rose / Rosa Negra aux États-Unis. Cette nouvelle traduction du camarade "Campy Sino" fournit des notes de bas de page pour transmettre le contexte du langage familier uruguayen et clarifier les termes militaires.

Introduction par "El Combate", 1972

En 1967, le gouvernement uruguayen ordonne la dissolution de la Fédération anarchiste uruguayenne (FAU), qui entre alors dans la clandestinité jusqu'en 1971. Son activité se restructure en fonction de la nouvelle situation : développement d'un appareil armé, publication d'un hebdomadaire clandestin, création d'un réseau de planques pour le fonctionnement et le matériel publicitaire, financement et autres. L'OPR-33 (Organización Popular Revolucionaria-33 Orientales) est lancée et, en tant que bras armé de la FAU, elle mène une série d'actions assez réussies : sabotages, expropriations économiques, enlèvements de dirigeants politiques et d'employeurs, soutien armé aux grèves, occupations d'usines, etc. Avec ce document de stratégie militaire révolutionnaire, ils exercent également une critique et une autocritique de la stratégie du foco telle qu'utilisée par le Mouvement de libération nationale (MLN), les Tupamaros.

Partie 1

I

Des événements importants se sont produits au cours des derniers mois. Des événements qui introduisent des variables suffisamment importantes pour justifier une réévaluation de la tactique, qui à son tour exige une adaptation au nouveau contexte créé par ces événements. Sans aucun doute, l'un des aspects les plus importants a été l'offensive répressive et ses effets, qui sont déjà suffisamment clairs. Il semble prioritaire, avant d'entrer dans n'importe quelle considération, de faire un bilan, nécessairement synthétique, de ces effets de la campagne répressive sur le Mouvement de Libération Nationale (MLN)... et c'est notre objectif principal.

Schématiquement, les résultats obtenus par la répression peuvent être exprimés comme suit :

- Elle a causé des pertes très importantes dans les effectifs du MLN.
- Ils ont réussi à démanteler leur infrastructure de manière sérieuse (locaux, caches et ingénierie de guérilla,¹ véhicules, etc.)
- Une grande partie de l'armement et des planques est tombée aux mains de la répression.
- Une grande partie des cadres, prévisiblement mieux formés, qui constituaient l'ossature structurelle des opérations du MLN, ont été assassinés ou détenus.

C'est ce qui ressort des informations disponibles et ce sont les faits sur lesquels insiste la propagande réactionnaire.

Mais, en outre, deux résultats de nature politique peuvent être déduits :

1. Le potentiel que le MLN avait développé a été révélé sans équivoque, donnant un exemple clair de ce qui peut être fait en la matière.
2. Il a été démontré comment un appareil armé réellement important peut être désarticulé, démantelé et réduit, en termes relatifs, à un niveau d'opérationnalité beaucoup plus bas et dans un court laps de temps, si les critères guidant son action ne sont pas adéquats.

Avec ces résultats obtenus par la répression, la propagande réactionnaire vise à établir cette conclusion politique : " La lutte armée n'est pas viable en Uruguay, et la violence - comme le crime - ne paie pas " ...D'autre part, les réformistes scandent : "La lutte armée non seulement ne mène pas au pouvoir, mais est même contre-productive, compromet l'insertion sociale de masse, et les militants restent coincés dans ce cadre."

La sélectivité de la répression qui secoue et frappe, à l'occasion, le réformisme, mais en somme, le "cautionne", tend aussi à ce qui suit :

Il épargne la punition à ceux qui agissent politiquement dans le cadre des directives fournies par le système.

En outre, elle laisse une porte de sortie ouverte, une échappatoire légalisée et contrôlable pour les tensions sociales. En frappant sélectivement les révolutionnaires, le réformisme en profite politiquement.

C'est de cette manière que la répression semble indiquer que la lutte des classes doit suivre un processus.

Les classes dirigeantes veulent s'assurer que tout le monde joue à leur jeu. Un jeu inventé et prédéfini pour elles, un jeu où elles ne peuvent pas perdre. Ce jeu bien connu : des partis légaux, une propagande contrôlée, des élections périodiques... et retour à la case départ. Dans ce jeu, ils ont une carte qui "tue" toutes les autres. C'est la répression. Politiquement parlant, la dictature. Convaincre tout le monde qu'il en est ainsi, qu'il en est inévitablement ainsi, que leur jeu est la chose naturelle, qu'il en sera toujours ainsi, voilà la tâche politique de la répression.

Réussir à ce que tous les révolutionnaires se demandent : "S'ils ont fait ça si vite avec une organisation comme le MLN, qu'est-ce qu'ils vont faire avec les autres?". Faciliter aux réformistes et capitulateurs de tout poil

1. *informel* Uruguay

la confirmation présumée de leur thèse contre-révolutionnaire : " la violence ne paie pas ", " les aventuriers ", tout en suggérant aux hésitants, la voie du " bien et du droit. " Chercher au sein du système capitaliste le moyen de le rendre moins mauvais... sauver le système en tant que tel. Tout cela et bien plus encore est la "leçon" qu'ils veulent faire apprendre. Beaucoup en doutent. Au niveau de l'opinion publique, il est presque inévitable que le grand reflux de la désillusion se produise face à l'échec supposé de la voie armée, dont beaucoup attendaient une issue révolutionnaire plus ou moins immédiate. Beaucoup ont peur et la peur les paralyse. Beaucoup seront " grillés " par l'expérience négative.

Tout cela se produit chaque fois que la révolution subit une défaite. Et ce qui semble être le démantèlement de l'appareil du MLN est, disons ces mots bien pensés et en toute clarté, une grave défaite pour la révolution uruguayenne. C'est une importante bataille perdue. Ce n'est pas, ce ne peut pas être et ce ne sera pas la fin de la guerre. Ce n'est pas, ce ne peut pas être, bien sûr, la fin de la lutte des classes non plus. Elle existe et existera, sous différentes formes, avec différents niveaux à chaque moment, à chaque étape, jusqu'à ce que le système s'effondre. Il en sera ainsi, car cette lutte découle du système capitaliste lui-même, de sa propre essence exploitante et oppressive. Elle est un produit de son organisation et de son fonctionnement. Tant que ce système existe, il y aura inévitablement une lutte des classes.

La défaite d'aujourd'hui n'est pas non plus la fin de la lutte armée. Elle existe et continuera d'exister en tant que niveau de la lutte des classes, tant que le processus socio-économique et politique de notre pays continuera d'exister dans les termes actuels. Parce que ce niveau de lutte armée émerge comme un besoin posé par les caractéristiques du processus de détérioration socio-économique et politique, dont les classes dirigeantes n'ont pas trouvé et ne trouveront pas d'issue. C'est cette détérioration sans issue qui fait naître le besoin d'un niveau de lutte armée, et tant que le processus de détérioration se poursuivra, il y aura toujours des conditions pour une activité armée. Il y aura toujours des organisations qui assumeront cette tâche pour laquelle les conditions ont été données.

La lutte armée ne s'arrêtera pas, en bref, parce qu'il y a des organisations en mesure de la poursuivre. Et elle se poursuivra.

Ce qui ne doit pas perdurer, c'est la conception erronée qui a prévalu ici jusqu'à présent. Ce qui est en crise, espérons-le définitivement, c'est le concept de "Foquismo". La défaite que la révolution uruguayenne subit aujourd'hui sous cette orientation est pour nous, révolutionnaires, également notre défaite.

Le chemin de la révolution ne se déroule pas dans une prairie fleurie. Il est difficile, tortueux et pavé de difficultés. C'est par lui qu'on avance, qu'on apprend et qu'on tombe même. Combien de fois? Combien de temps? Il n'y a pas de boule de cristal ou de magiciens dans ces choses qui peuvent prédire l'avenir. Ici, on fait aussi son chemin en marchant. La marche est longue, nous le savons. La seule chose décisive est la volonté d'aller de l'avant. Non pas pour brûler pour de bon, au nom d'une foi aveugle. Mais parce que les conditions dans lesquelles se déroule le processus le rendent indispensable et possible. Nous n'abandonnerons la voie de l'action armée que si un changement très important dans ce processus nous indique qu'il est contre-productif pour les fins révolutionnaires. Rien qui indique ce changement ne s'est produit. Au contraire, le processus de détérioration est plus clair et plus grave que jamais. Rien n'indique, par conséquent, que nous devons changer de stratégie, et dans cette stratégie, la lutte armée occupe une place fondamentale.

L'activité armée a été orientée jusqu'à présent principalement à travers la conception du Foquismo. Avec cette conception, nous avons été en désaccord dès le début, nous avons vu et signalé ses faiblesses, nous avons fait de notre mieux car elles ont été surmontées, et nous avons orienté notre pratique selon une autre ligne. Contre toutes les apparences, sur nos propres insuffisances, nos propres erreurs, le temps et les faits nous ont donné raison. Nous ne sommes pas heureux de le confirmer. Face à tant de camarades du MLN assassinés, brutalement torturés, prisonniers, avec toute cette merveilleuse construction développée au fil des ans, et grâce à l'effort de tant de personnes qui ont lutté pour la révolution et qui aujourd'hui semble s'effondrer. Nous ne pouvons pas nous sentir satisfaits du fait que ce que nous avons envisagé il y a des années soit rapidement réalisé... Ces morts sont nos morts, ces torturés sont nos torturés. Ainsi que nos camarades de notre organisation qui aujourd'hui subissent les tortures les plus brutales et payent de leur vie la défense des principes, de la vie et de la ligne de notre organisation.

Loin de nous, donc, l'idée de faire preuve de suffisance. Bien plus loin, évidemment, est l'attitude méprisante des réformistes, des opportunistes et des lâches, qui crachent maintenant, ostensiblement, la haine contre-révolutionnaire qu'ils cachaient hypocritement quand les choses allaient mieux. La route est longue, tortueuse et pavée de difficultés. Il est presque impossible de ne pas trébucher, ni même de tomber. Surtout dans les conditions complexes, si particulières du Venezuela². Mais des trébuchements et des chutes, il faut apprendre. Oui, la marche est longue et difficile. C'est pourquoi il serait impardonnable de trébucher deux fois sur la même pierre. Pour ne pas le faire, pour apprendre, nous devons analyser le plus objectivement possible ce qui s'est passé au cours de ces durs mois, et sur la base des conclusions de cette analyse, nous devons être plus précis sur la technique, et la développer en termes plus détaillés.

2. Il s'agit de la série de coups d'État au Venezuela, notamment celui de 1948 qui a renversé le gouvernement élu de centre-gauche.

II

Comme toute victoire révolutionnaire, le triomphe de la Révolution cubaine a eu un effet stimulant en Amérique latine, contribuant à faire avancer le processus de lutte sur tout le continent. Il a démontré la viabilité de la lutte armée, attestée par l'existence de conditions pour l'initier. Elle a montré qu'effectivement, dans certaines conditions précises et concrètes, la victoire pouvait être obtenue en un temps relativement court. Telle a été l'expérience cubaine. Nous ne voulons pas nous étendre ici sur les répercussions vastes et variées qu'a eues la révolution cubaine. Les révolutionnaires ont appris beaucoup de choses de Cuba. Tout comme la contre-révolution.

Ce concept connu sous le nom de "théorie de la focalisation" ou "Foquismo", systématisé à l'époque par Régis Debray, notamment dans son ouvrage "Révolution dans la révolution", prétendait être une conceptualisation de l'expérience cubaine. Il tentait de spécifier dans des critères stratégico-tactiques assez précis, les leçons qui, selon ses partisans, pouvaient être tirées de la guérilla à Cuba. Ces critères stratégiques étaient présentés comme généralisables, comme applicables dans la plupart des pays d'Amérique latine. Son influence a été très grande, motivant des polémiques très intenses à l'époque, notamment au sujet de sa formulation par Debray.

Dans notre pays, il y a eu également une polémique à ce sujet, où l'influence de ces conceptions s'est fortement exercée. Ces conceptions étaient celles qui guidaient, fondamentalement, la pratique du MLN. Hâtons-nous de préciser que la ligne du MLN n'était cependant pas une application, disons, d'un critère classique, orthodoxe et foquiste. Tout au long de ses années d'activité et même dès ses débuts, ce mouvement a introduit des variantes et a corrigé ou adapté les concepts foquistes. La ligne stratégico-tactique du MLN n'a pas été un transfert mécanique de la première et originale ligne foquista. Ces adaptations constituent ce qui est original, ce qui est identique et ce qui est spécifique à l'expérience de la guérilla urbaine (les Unités Tactiques de Combat), dont le MLN est l'élément central en Uruguay. Mais néanmoins, malgré l'effort créatif important et très précieux appliqué à l'adaptation du foquismo aux conditions locales, cet effort n'a pas altéré les hypothèses foquista de base qui informent la pratique du MLN. Ceci constitue sans aucun doute une variante originale et spécifique du foquismo. Pour cette raison, étant donné la grande importance que l'activité du mouvement a eu dans le processus des luttes dans notre pays, il est utile, avant d'analyser ses performances, de faire un bilan évaluatif des critères qui constituent la conception foquiste de la lutte armée, tels qu'ils ont été formulés par leurs théoriciens, en particulier par Debray.

Notre organisation était en désaccord avec le foquismo depuis son émergence en tant que concept. Nous comprenons que les échecs rencontrés aujourd'hui par le MLN et avec lui la révolution uruguayenne, correspondent au fait que les faiblesses de la proposition de foquista n'ont pas été surmontées par le MLN en temps voulu. Cela s'est produit en grande partie parce que leurs efforts visaient à une adaptation du foquismo et non à une rupture avec lui. Cela nous amène en premier lieu à exprimer brièvement les caractéristiques que nous considérons comme les plus saillantes de l'approche foquiste.

Ce sont :

1. La nécessité d'initier la lutte armée le plus tôt possible, à condition qu'il existe certaines conditions économiques et sociales qui la rendent viable. On parlait du principe que ces conditions étaient réunies dans presque tous les pays d'Amérique latine (Debray disait que l'Uruguay et le Chili étaient l'exception, que dans ces deux pays ces conditions n'existaient pas), en conséquence de leur sous-développement et de leur retard.
2. Les conditions politiques et même idéologiques (appelées "conditions subjectives") se développeraient comme une conséquence de l'activité du "foyer" armé (foco). A partir de là, l'existence ou non de partis politiques révolutionnaires était considérée comme secondaire et certainement pas prioritaire. Les

sympathies suscitées par l'activité militaire du foco devaient s'encadrer dans des organisations dont la fonction était, presque exclusivement, de contribuer à l'effort et à la victoire militaire. Plus que des partis, à proprement parler, on recherchait des organisations de soutien et d'appui à l'effort militaire, avec des tâches de couverture¹, de soutien logistique et de propagande, de recrutement, etc. axées sur le développement du potentiel opérationnel du foco armé et son expansion. Le développement de la lutte serait mesuré en termes de croissance de la capacité opérationnelle; le succès en termes de succès militaire et la victoire était la victoire militaire dans la guerre. L'attente et la confiance dans cette victoire, qui émergerait de l'action armée, était l'accomplissement et l'exigence essentielle sur le plan idéologique.

3. La guerre serait conçue en termes de guérilla, centrée sur le milieu rural, sous la protection de conditions géographiques appropriées (montagnes, jungles, etc.) qui rendraient possible la dissimulation des guérilleros et la tactique consistant à "frapper et disparaître" en se déplaçant toujours, caractéristique de la guérilla rurale. Dans sa formulation classique et originale, le Focquismo niait la viabilité de la guérilla urbaine. Par définition "toujours en présence de l'ennemi", toujours réalisable par ce dernier, la guérilla urbaine, disait-on, était condamnée à un anéantissement rapide. L'activité armée et urbaine ne remplirait qu'une fonction complémentaire à la guérilla rurale, qui serait le protagoniste de l'affrontement et qui, à travers de nombreuses petites victoires partielles, remporterait la victoire finale en réduisant l'armée adverse à l'impuissance.
4. L'activité militaire du foco inaugurerait un processus où chaque action, chaque opération du foco provoquerait une réplique généralisée, une réponse de répression. Dans la mesure où la guérilla opère avec une plus grande intensité, à des niveaux plus élevés, la répression se durcit et se généralise. Dans la mesure où la répression durcie et généralisée touche un secteur de plus en plus large de la population, plus les sympathies que le foco suscitera et plus grandes seront, par conséquent, ses possibilités de développement. Dans cette dialectique ascendante action-répression, des conditions socio-politiques toujours plus favorables à l'action militaire seraient générées, jusqu'à culminer dans une situation idéale où des secteurs importants de la population, soutenant la guérilla, son avant-garde armée, imposeraient la chute du gouvernement despotique, soutenu seulement par la minorité privilégiée et l'appareil répressif, vaincu dans ses efforts pour supprimer militairement la guérilla.

La génération de cette dynamique - en bref, le noyau central du focuisme - émanerait des succès armés, qui généreraient la perspective d'une victoire capable d'attirer les masses dans le cadre d'une répression politique croissante. L'activité des guérillas et la réponse répressive qu'elle produirait inévitablement, fermerait toutes les portes aux masses, toutes les voies qui n'étaient pas celles de la lutte armée, faisant nécessairement basculer le peuple du côté de la révolution. Ainsi, un chemin court, simple et direct mènerait à la "politisation des masses", sa nucléation² derrière l'avant-garde de la guérilla armée. De ce point de vue, l'importance de toute activité de masse (syndicale, propagande, politique publique) ne visant pas directement à favoriser l'effort de guerre était sous-estimée. L'activité de masse est censée distraire les forces dans des aspects considérés comme secondaires ou même négatifs, dans la mesure où ils pourraient ouvrir des attentes et des perspectives qui entreraient en concurrence, à terme, avec la voie de la lutte armée. Pour le reste, on partait du principe que toute organisation, toute activité publique, serait rapidement balayée par la répression une fois que la mécanique action-répression déclenchée par le foco de la guérilla se serait mise en marche.

1. Tâches de couverture : terme largement utilisé dans les organisations politico-militaires de l'époque (notamment sud-américaines) et repris à plusieurs reprises par le FAU. Il fait référence à des tâches spécifiques du front armé. La "couverture" peut être à la fois une tâche de distraction ("fun" disaient-ils aussi) au milieu d'une opération militaire, elle peut être une couverture politique (il est devenu mythique que lorsque les Tupas ont mis en place la grande évasion de Punta Carretas, "L'abus", des groupes de miliciens et de collaborateurs ont installé des barricades et lancé des cocktails Molotov dans des quartiers comme Cerro pour distraire les forces de répression et l'attention journalistique qui s'y trouvait). Une "couverture" peut aussi consister à installer un atelier de mécanique légale dans un espace appartenant à un partisan local comme façade pour retenir Molaguero, par exemple. Une chose qui est "couverte", elle est masquée de quelque chose d'autre mais elle remplit une fonction tactico-stratégique.

2. La nucléation est la première étape de la formation d'une nouvelle phase thermodynamique ou d'une nouvelle structure par auto-assemblage ou auto-organisation.

Le temps qui s'est écoulé, les expériences intenses, riches et souvent douloureuses produites au cours de ces années par les mouvements révolutionnaires latino-américains ont clarifié les erreurs fatales du foquismo.

1. La simplicité de sa conception des conditions nécessaires pour commencer et surtout pour mener à bien la lutte armée. Ce sujet, vaste et d'une importance déterminante, mérite évidemment une considération particulière, qui dépasse le cadre de cette brève référence. Il s'agit d'analyser les relations entre les conditions du niveau économique, de la lutte des classes, et les niveaux politique et idéologique (conditions subjectives de ces derniers et considération du rôle de l'activité armée par rapport à celles-ci), de délimiter les courants réformistes et d'aboutir nécessairement à l'élucidation de points de vue théoriques et à la critique des racines sociales et idéologiques de la conception même de Foquista.
2. Le développement des conditions politiques, et encore moins celui des conditions idéologiques, ne dérive pas de l'activité de guérilla dans les termes plutôt mécaniques prévus par le Foquismo. L'activité du foco armé n'a pas été démontrée comme un substitut adéquat, ni même comme un substitut possible et viable de l'activité du parti. Cette insuffisance est évidente au fur et à mesure que la lutte se prolonge. Les réponses politiques, tant des classes dominantes que des dominés, ne se conforment pas aux prévisions trop schématiques et rectilignes³ du foquismo. Il est évident qu'une perspective trop simpliste de la structure et du fonctionnement des niveaux politiques et idéologiques a pesé sur cette conception, dont l'importance a été notoirement sous-estimée. D'autre part, la possibilité de forcer un changement des conditions politiques, ainsi que de la mentalité et des croyances du peuple par l'activité armée a été notoirement surestimée. Le retard dans l'avancement des conditions dites subjectives a continué à peser sur leur activité, produisant fréquemment l'isolement du foco rural, et créant ainsi les conditions de son anéantissement.
3. Le rejet de la possibilité pour la guérilla urbaine et l'exclusivité revendiquée pour la guérilla rurale se juge par les faits. Il y a eu et il y a une pratique extensive de la lutte armée urbaine. Cependant, il est manifeste que cette dernière a acquis un développement plus important en Amérique latine et même dans le monde.
4. La mécanique cumulative et ascendante de l'action-répression, qui conduirait à une polarisation favorable des forces, généralisant et isolant la répression, se développant et s'enracinant dans le foco, ne se produit généralement pas. La répression a appris à maintenir sa sélectivité, les classes dirigeantes peuvent et prennent des contre-mesures qui entravent et inversent cette dynamique. Dans sa stratégie, l'activité contre-révolutionnaire du réformisme et la manipulation des vieux mythes idéologiques du libéralisme bourgeois (élections, légalité, etc.) ont joué un rôle important que le Foquismo n'avait pas prévu.

3. rectiligne : contenu par, constitué par, ou se déplaçant en ligne droite ou en lignes droites.

III

La plupart des échecs rencontrés dans les années qui ont suivi le triomphe de la Révolution cubaine peuvent être attribués à l'influence du Foquismo. Ce n'est pas la lutte armée qui a échoué, ce qui a clairement échoué, ce sont les attentes à courte vue qu'implique le foquismo. Au milieu de ces échecs, il est indéniable - néanmoins - que la pratique généralisée de la lutte armée a contribué de manière décisive à modifier les modèles et les caractéristiques de l'action politique en Amérique latine.

La pratique armée a radicalement modifié la façon de percevoir et d'affronter les problèmes de la révolution. Elle a amené à la reconsidérer en termes concrets et précis, en mettant sur la table, avec une réalité et une urgence pressantes, les questions liées aux moyens concrets de parvenir par la violence à la destruction du pouvoir bourgeois. Depuis lors, il y a eu un problème inévitable concernant les méthodes à employer, afin de développer la voie armée vers la révolution. Le problème de la stratégie militaire révolutionnaire. Tout cela a entraîné une réévaluation de l'utilisation, à tous les niveaux, de la violence révolutionnaire.

Depuis plusieurs décennies, on ne cesse de parler de la révolution dans ces pays. Mais pendant longtemps, peu de choses ont été faites concrètement pour elle. Rien n'a été évoqué quant aux modalités concrètes de la mise en place du processus révolutionnaire. En général, le vide sans solution prévisible que laissait ce problème a été comblé par le mythe de la soi-disant "insurrection prolétarienne", conçue en termes de soulèvement populaire généralisé, avec des gens partant en masse dans les rues, sur les barricades, etc. Ce mythe a été hérité du siècle dernier, de la Commune de Paris de 1871, de l'Octobre soviétique ou du 18^e juillet catalan, le concrétisant par des réalités et contribuant à le maintenir en vie dans l'imagination du peuple.

Ce n'est pas que les insurrections de ce type ne puissent être menées à bien. Elles ne sont pas non plus, quelles que soient les conditions, impossibles. Le "Cordobazo" de mai 69 et les soulèvements similaires à Rosario, Tucumán et dans d'autres villes, montrent suffisamment, avec des exemples très proches, que l'ère des insurrections de rue populaires et généralisées est loin d'être terminée. Le problème est que l'insurrection devient un mythe, un mythe confortable, opportunément gérable, s'il est isolé de la pratique politique concrète, habituelle et quotidienne. Et c'est ce que fait le réformisme depuis de nombreuses années. C'est ce qu'ont fait d'abord la social-démocratie des vieux partis socialistes, qui a fini par renoncer expressément à la violence, à l'insurrection et à la révolution, et c'est ce qu'ont fait et continuent de faire les néo-socialistes des partis communistes, qui parlent encore de révolution tout en faisant tout pour l'empêcher de venir.

Le réformisme place l'insurrection dans le ciel des idéaux inatteignables. En l'exaltant verbalement, ils tentent - en fait - de l'empêcher de se préparer. Dans ce désaccord, dans cette incohérence entre leur pratique politique contre-révolutionnaire et leur verbalisme sur une issue insurrectionnelle finale, ils cherchent à fonder leur éternelle affirmation que "les conditions manquent", chaque fois qu'il y a une tentative de faire avancer le processus de la lutte politique, en appliquant des moyens qui ne figurent pas dans leur livre de recettes très limité. Ces moyens se limitent essentiellement à deux choses : a) au niveau économique de la lutte de classe, l'action salariale, développée dans le plus grand respect de la "légalité" bourgeoise et donc pacifique ; b) au niveau politique, le parlementarisme, l'électorisme, comme moyen de capitaliser politiquement les résultats de la lutte économique. En confinant sa pratique à tous les niveaux dans les cadres de plus en plus étroits de la légalité bourgeoise, le réformisme crée les conditions de son intégration toujours plus grande dans le système. Il fait obstacle et tente d'empêcher le développement des conditions de sa destruction.

Il est évident que si la conception et le projet révolutionnaire ne sont pas présents en guidant la pratique quotidienne de la lutte à tous les niveaux, les conditions pour une issue révolutionnaire ne seront jamais rendues. Le système capitaliste ne sera pas détruit en suivant les règles du jeu qu'ils ont eux-mêmes générées pour garantir sa continuité. La continuité du système est maintenue en réduisant l'action à seulement ce que la légalité bourgeoise permet, seulement ce que la légalité créée et gérée par la bourgeoisie recommande. C'est

pourquoi il ne peut sortir de la ligne réformiste qu'un réformisme toujours plus grand et un recul toujours plus grand de la fameuse issue insurrectionnelle qu'ils reportent à un indéfinissable "moment opportun". C'est pourquoi ils ne peuvent formuler, et ne veulent formuler, aucune orientation stratégique-militaire.

En transformant l'idée de "l'insurrection prolétarienne" en mythe, les réformistes en font un prétexte de légitimation de leur pratique contre-révolutionnaire, si utile au système. Loin de représenter une alternative opposée à celui-ci, visant à le détruire, elle devient une pratique quotidienne, dans les événements concrets et quotidiens, et le "perfectionnement" en quelque sorte, en le corrigeant dans ses manifestations d'injustice les plus extrêmes et les plus visibles.

Il est important d'y insister, car le mythe d'une future insurrection incompréhensible, surgie soudainement et miraculeusement, sans que personne ne la prépare, comme la fin paradoxale d'une pratique ultralégaliste, est le pendant d'un autre mythe enraciné : celui de l'invincibilité de la répression. "La révolution sera possible quand il y aura des conditions" disent les partis communistes et avec eux tous les réformistes ajoutent "le jour de la révolution arrivera." "Mais ceux qui violent les lois avant ce jour, en brandissant des armes, seront fatalement vaincus", disent-ils. Et à partir de là, ils condamnent toujours comme "putchistes", "aventuriers" et "profiteurs" ceux qui ne se résignent pas à transiter par l'impasse électorale, en attendant ce jour hypothétique où la révolution descendra miraculeusement du ciel idéaliste dans lequel elle est confinée par le bavardage bon marché des capitulateurs.

Cette conception absurde, déguisée par des phraséologies pseudo-scientifiques, a été pendant longtemps celle qui prédominait à gauche. Face à chaque échec, face à chaque défaite de la révolution, ils la réhabilitent à nouveau comme un dogme inviolable. Face à chaque triomphe de la révolution, ils l'adoptent et inventent des pseudo-démonstrations pour tenter de montrer qu'en réalité, la révolution avance en appliquant les doctrines...des réformistes.

Mais malgré leurs inépuisables ressources "polémiques", les réformistes ne peuvent et ne veulent pas détruire les faits. Et c'est sur le terrain des faits que la viabilité de la lutte armée a été démontrée et déjà définitivement intégrée dans la stratégie politique des organisations révolutionnaires.

Le problème qui prévaut concerne les caractéristiques précises que cette stratégie doit couvrir dans chaque formation sociale, nationale ou régionale.

Il ne s'agit pas ici de polémiquer sur l'adoption de la guérilla urbaine ou rurale comme formes exclusives ou non, mais plutôt d'analyser l'expérience de la lutte armée passée ou actuelle. Le thème central est plutôt l'analyse de la conception de la foquista, qui, dans sa formulation primaire et orthodoxe, considérait la guérilla rurale comme une forme prioritaire et exclusive, mais qui a ensuite été adaptée aux formes de guérilla urbaine. C'est cette conception foquista, dans toutes ses variantes, qui est en crise et non la lutte armée, qui maintient sa validité. Nous concevons la lutte armée comme un aspect fondamental de la pratique politique d'un parti clandestin qui agit également au niveau des masses, sur la base d'une stratégie harmonieuse et globale. C'est cette conception correcte de la lutte, qui est réaffirmée par l'expérience accumulée.

IV

Le développement de la lutte au cours des dernières années a totalement changé les termes selon lesquels la lutte en Amérique latine s'est traditionnellement constituée. Il s'agissait de dépasser, sûrement définitivement, une longue étape où cette lutte avait été conçue selon deux schémas :

- a. Au niveau économique de la lutte des classes : activité de masse, syndicale, à contenu revendicatif, concernant principalement les salaires et traitée par des méthodes traditionnelles (arrêts de travail, grèves, manifestations, etc.) pratiquées dans le cadre de la légalité bourgeoise.
- b. au niveau politique de la lutte des classes : activité des partis légaux avec leurs méthodes traditionnelles (lieux publics, manifestations, propagande, publications, diffusion idéologique, etc.) visant de manière décisive à obtenir des résultats électoraux.

Le moyen d'accéder au pouvoir (faussement identifié au gouvernement) était le vote. L'obtention d'une représentation parlementaire de plus en plus nombreuse constitue une étape vers ce résultat. La violence aux niveaux économique et politique de la lutte des classes, disaient-ils, était négative car elle impliquait la mise en place d'obstacles, d'obstacles "prétextes" à la voie électorale. Conçue comme la seule voie possible pour atteindre le "pouvoir" et ceci étant le problème cardinal de la pratique politique, tout devait contribuer à maintenir cette voie ouverte. En d'autres termes : s'il est politiquement décisif d'obtenir le pouvoir par la voie électorale et que les élections signifient quelque chose de "légal", il fallait être dans la légalité pour pouvoir voter... et donc pour pouvoir arriver au pouvoir.

Cela a été et reste le cœur de l'approche politique réformiste et électoraliste. Selon cette approche, toute violence doit être rejetée car elle met en danger les élections et, par conséquent, la possibilité d'accéder au pouvoir. Cette "argumentation" est complétée par l'identification du légalisme à la possibilité de mener tout type d'activité de masse. Même au niveau syndical, le "contact avec les masses" ne peut être maintenu qu'en agissant "légalement". La violence ne donne que des "prétextes" à la répression, répression qui "isole" fatalement, et qui fait donc partie du raisonnement que font les réformistes. Au niveau de la lutte économique, la violence sert de "prétexte" à la répression, isole et nuit à l'activité de masse et est même offerte comme prétexte à la réaction pour entraver le seul moyen - nécessairement électoral et donc nécessairement légal - d'accéder au pouvoir. Ce serait alors de l'"infantilisme" et de la "spontanéité" et les réformistes s'attaquent aux erreurs de l'anarcho-syndicalisme, l'accusant de subordonner, en fait, le niveau politique au niveau économique de la lutte des classes ; en ne proposant pas de solution claire au problème de la destruction du pouvoir bourgeois, il offre un "cadeau" trop facile à la critique des réformistes.

Depuis des années pour notre part - nous l'avons répété pour les sceptiques - nous soutenons que l'objectif de la violence au niveau de la lutte économique, N'EST PAS SEULEMENT et PAS même principalement l'obtention de revendications économiques en elles-mêmes. Au contraire, la violence dans la lutte économique a pour fonction de contribuer - qu'on le comprenne bien, DE CONTRIBUER - à élever le niveau de ces luttes à un niveau politique. De contribuer (avec les autres moyens : propagande, lutte idéologique, lutte publique et juridique ou non) à élever la lutte économique, autant que possible, au niveau de la lutte politique. Contribuer à élever la conscience syndicale de l'intérêt économique qui anime la lutte économique. Contribuer, comme nous disons, à l'élever à la conscience politique, à l'intérêt politique, qui est la conscience nécessaire pour détruire le pouvoir politique bourgeois - l'État bourgeois - objectif ultime de toute pratique politique révolutionnaire.

La destruction de l'État capitaliste, la destruction du pouvoir bourgeois, est nécessairement violente et ne peut pas être réalisée (en supposant qu'elle puisse l'être...) en passant par des élections pour occuper certains postes officiels (dans les Chambres ou même à la Présidence), car ce ne sont que quelques éléments, et même pas les plus importants, par lesquels le pouvoir bourgeois opère. Et comme il est impossible et qu'on ne l'a jamais vu,

et que personne ne peut raisonnablement prétendre que l'État capitaliste s'éteigne pour faire place au socialisme, ni que la bourgeoisie fasse "pacifiquement" don de ses biens au peuple, ou qu'elle renonce pacifiquement à sa domination et à son pouvoir, il faut les détruire par la force.

Seuls ceux qui ont l'impudeur bourgeoise, qui mentent sciemment, parlent du capitalisme comme ayant changé dans son essence. Qu'il est désormais le "capitalisme du peuple" comme le disent ici les idéologues yankees et coréens, repris par Rafael Caldera. Seuls les petits malins - ou les benêts - réformistes croient qu'ils vont le changer, petit à petit, avec des lois parlementaires "sages". Ou qu'il peut y avoir un "bon" capitalisme, dirigé par une "bourgeoisie nationale", que certains inventent dès que les choses deviennent à moitié moches...

L'affirmation de la nécessité de la violence révolutionnaire, de la nécessité de la révolution et du dépassement théorique et pratique du réformisme petit-bourgeois (nationaliste ou démocratique, "populiste", comme on dit) ou ouvrier (social-démocrate, trotskiste ou communiste, "marxiste", comme on dit) a été la contribution fondamentale des organisations armées d'Amérique latine au processus ascendant des luttes de nos peuples.

Une organisation n'est vraiment révolutionnaire que si le problème du pouvoir est réellement posé et résolu et le problème du pouvoir n'est résolu que par une ligne adéquate sur la pratique de la violence, c'est-à-dire par une ligne militaire adéquate. Dont la démonstration est qu'il n'y aura de socialisme qu'avec la révolution, c'est-à-dire avec la destruction violente de l'État bourgeois. Qu'il n'y aura de destruction violente de l'État, du pouvoir bourgeois, qu'avec une pratique politico-militaire adéquate, sont autant de contributions apportées ces dernières années par les organisations armées du continent. En d'autres termes, aucune organisation n'est vraiment révolutionnaire tant qu'elle n'aborde pas et ne résout pas les problèmes de l'aspect violent et militaire de sa pratique politique.

Il n'y a pas de politique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Il n'y a pas de politique révolutionnaire sans ligne militaire révolutionnaire. Tout cela est devenu clair et le fait de le clarifier a été une contribution inestimable. Cela a fait avancer la lutte des classes à tous les niveaux.

Mais la réalité est dialectique. Lorsque certaines constatations ont été faites, de nouveaux problèmes découlent de ces constatations. Lorsque l'on a atteint un niveau plus élevé de compréhension, de pratique et d'expérience (et la compréhension - sauf pour les charlatans des cafés - indique toujours l'expérience et la pratique), de nouveaux problèmes, également à un niveau plus élevé et plus fin, requièrent notre attention et doivent être résolus.

Notre pays n'a pas été, comme certains l'avaient prédit, une exception dans le processus d'avancement de la révolution latino-américaine. Ici aussi, nous avons largement vécu ces expériences. Ici, il y a eu et il y a toujours une pratique politico-militaire vaste et prolifique. L'analyser, approfondir son contenu, comprendre réellement les causes et le sens de ses avancées et de ses reculs, est une tâche décisive d'aujourd'hui à laquelle nous ne pouvons échapper.

V

La pratique de la guérilla urbaine dans notre pays par l'UTC du MLN a signifié, dès le début, l'introduction de variantes dans le schéma du foquismo orthodoxe. La plus évidente étant : le caractère urbain de la guérilla, dont beaucoup avaient à l'époque nié la viabilité.

Mais les guérillas recadrent essentiellement deux problèmes politiques :

1. Le problème des caractéristiques qui, dans les conditions de la guérilla urbaine, comprennent le lien entre la guérilla et les masses ainsi que la politique à développer par rapport à cela. En d'autres termes, le problème des modalités concrètes selon lesquelles, lorsque la guérilla agit dans un environnement urbain, elle capitalise politiquement sur la sympathie populaire qui peut favoriser son action ;
2. La nature du processus par lequel la destruction militaire de l'appareil répressif se produira par la pratique de la guérilla urbaine, condition préalable à la destruction du pouvoir bourgeois.

La simple formulation de ces deux questions nous amène clairement à poser deux questions précédentes, car les réponses qui seront proposées dépendront du type de solution que nous donnerons aux deux problèmes soulevés ci-dessus.

Les deux questions sont les suivantes : (1^e) A quoi sert la guérilla, quels sont ses objectifs, son programme ? (2^e) Quand commence et quand finit la guérilla ?

(1st) A quoi sert la guérilla, quels sont ses objectifs, son programme ? Il y a eu des guérillas dont l'objectif était uniquement la conquête de l'indépendance nationale. En termes de classe, cette indépendance signifie la substitution de la domination politique directe de la bourgeoisie impérialiste métropolitaine, exercée par l'intermédiaire de l'appareil d'État bourgeois métropolitain, à la domination exercée par la bourgeoisie locale, par l'intermédiaire d'un appareil d'État bourgeois "national" local.

Nous ne voulons pas minimiser l'importance de ces processus de lutte pour l'indépendance politique, ni nier les possibilités d'action révolutionnaire qu'ils peuvent permettre à certains moments. Nous voulons simplement démêler, d'un point de vue de classe, l'essence d'une question autour de laquelle il y a plus de brouhaha et de confusion.

Les guerres d'indépendance étaient celles dont le fer de lance était, par exemple, l'IRA en Irlande, dirigée par le nationaliste bourgeois De Valera ; l'IRGUN ZVAL LEUMI dirigée par le fasciste juif Menahem Begin en Israël ; l'EOKA dirigée par le fasciste gréco-chypriote Colonel GRIVAS à Chypre. Toutes ces guerres de guérilla pour l'indépendance nationale étaient anticoloniales et contre la domination anglaise. Ce n'étaient pas des guerres de libération dans un sens socialiste et anti-bourgeois.

Les impérialistes anglais ne voulaient pas partir, bien sûr. Les guérillas dans les trois cas cités, presque exclusivement urbaines, ont mené contre eux des guerres relativement brèves. Nous n'en donnerons pas les détails ici, mais des informations brèves et journalistiques, suffisantes pour notre propos, se trouvent dans des ouvrages tels que "The War of the Flea" de Taber.

L'Angleterre - un empire décadent comme la France - a résisté dans une certaine mesure. Lorsque la balance des coûts économiques et - fondamentalement - politiques était clairement déficitaire, ils sont partis. Parce que les armées coloniales peuvent partir. Les armées "nationales" des bourgeoisies nationales dépendantes, par contre, lorsque les révolutions sont sociales et anticapitalistes, résistent jusqu'au bout. Elles doivent être vaincues militairement et détruites. Cette tâche militaire forcée met en évidence, dès le départ, une différence essentielle entre les révolutions bourgeoises pour l'indépendance politique et les révolutions des classes dominées pour leur libération nationale.

Dans les trois révolutions anticoloniales que nous avons mentionnées précédemment, les guérillas urbaines respectives avaient la tâche essentielle de générer des conditions politiques qui orientaient les solutions de com-

promis entre les classes dirigeantes de leurs pays et celles des pays impérialistes. En Uruguay, où l'indépendance formelle est déjà acquise, la fonction de la guérilla urbaine est de contribuer au renversement du pouvoir des classes dirigeantes locales, alliées à l'impérialisme. Sa tâche politico-militaire est donc beaucoup plus complexe et essentiellement différente. Il ne nous est donc pas possible de rassembler simplement comme un "modèle" les expériences de ces guérillas urbaines anticoloniales, une tentation à laquelle n'échappent pas toujours ceux qui méditent ou écrivent sur ces questions.

Les objectifs de la révolution conditionnent toute la politique révolutionnaire, sans exclure ses aspects militaires. C'est donc avant toute autre considération qu'il faut définir les objectifs ou, en termes généraux, la nature du processus révolutionnaire dans lequel s'inscrit la pratique politico-militaire.

Dans les guerres d'indépendance, la cause est "nationale", ce qui signifie que c'est la cause des classes dirigeantes locales, assumée en général au niveau du militantisme concret, par les petites bourgeoisies locales, imprégnées de l'idéologie de ces classes dirigeantes. Ce point doit être souligné car il est impossible de concevoir une idée de nation, de "patrie", sans contenu de classe. La nation n'est rien d'autre que la nation bourgeoise, où la bourgeoisie domine, lorsque ce concept est traité par la bourgeoisie. Dans une perspective de classe, le seul concept de nation acceptable est celui qui implique la disparition du capitalisme, c'est-à-dire le socialisme. Ainsi, l'"intérêt national" de la bourgeoisie n'a rien en commun avec l'intérêt national des classes ouvrières. Mais dans les révolutions anticoloniales, c'est généralement l'idéologie nationaliste bourgeoise qui prédomine et qui unit l'ensemble de la population derrière les classes dominantes locales. La réalité de la lutte des classes est alors occultée, derrière l'idéologie "patriotique". Dans ce cas, il est facile de mobiliser tout le peuple, sans distinction, derrière la guérilla. On obtient rapidement un soutien "national" pour une guerre "nationale" ...une guerre bourgeoise. Si la guerre n'est pas anticoloniale mais sociale - et ce sera le cas en Uruguay - il y aura autant de "patriotismes" que de classes sociales sont capables de générer de tendances idéologiques. Il y aura un "nationalisme" bourgeois qui sera la couverture idéologique de la véritable dépendance impériale. Et il y aura un nationalisme ouvrier et populaire de la théorie socialiste et du contenu idéologique fondé sur celle-ci, qui sera projeté au niveau de la question nationale.

La guérilla urbaine n'aura jamais le soutien de "toute la nation" ici, même si elle se proclame nationaliste. Elle n'aura que le soutien des classes intéressées par le socialisme, et cela parce que notre révolution sera sociale et non anticoloniale. Parce qu'elle fait et fera face à une bourgeoisie qui, en réalité, aussi dépendante qu'elle soit, économiquement, politiquement et idéologiquement, a déjà formellement achevé son indépendance politique et a déjà structuré son État comme un État "souverain". Il est donc utile de conserver la conception selon laquelle une lutte nationale, anti-impérialiste, n'est pas possible ici en marge de la lutte des classes. En d'autres termes : la priorité centrale et primordiale est la révolution contre la bourgeoisie nationale dépendante et ce n'est qu'à travers elle que se développera la véritable lutte pour la cause nationale du peuple.

Toute politique militaire révolutionnaire sera donc une politique militaire de classe, qui, dans toutes ses étapes, doit coïncider avec les intérêts de la classe ouvrière industrielle et des autres classes ouvrières. Il est donc inutile d'essayer de susciter le soutien des secteurs bourgeois autour d'une politique révolutionnaire, aussi "nationale" soit-elle. Les tâches de la révolution uruguayenne visent à une transition vers le socialisme et l'aspect national de ces tâches est inévitablement subordonné à cela, à son contenu central.

Il y a eu des guérillas dont l'objectif était simplement de réaliser des changements au niveau politique (renverser une dictature militaire, par exemple) et de mener à bien certaines réformes socio-économiques (comme les réformes agraires). C'était le cas de la guérilla à Cuba dans son étape caractéristique de la Sierra Maestra. La guérilla n'y a pas commencé avec des objectifs socialistes, bien qu'il y ait eu dès le début des militants agissant dans ses rangs qui étaient, sans aucun doute, des socialistes comme le Che.

L'idéologie de Fidel dans son plaidoyer "L'histoire m'absoudra" après l'attaque de la caserne Moncada, est l'idéologie d'un petit bourgeois, à la fois libéral et réformiste. Plus maintenant. Le programme économique du mouvement du "26 juillet", sous l'influence de l'économiste Felipe Pazos, était développemental et postulé comme un programme de développement capitaliste national qui incluait, comme toujours dans ces cas, et comme le conseillait la CEPALC, des mesures de réforme agraire et diverses réformes sociales. L'objectif politique était de renverser la dictature militaire de Batista afin de restaurer la démocratie parlementaire... en tant que démocratie

libérale bourgeoise. L'objectif socio-économique était la réforme de la propriété foncière, la lutte contre les monopoles étrangers, le développement capitaliste "national" et la "justice sociale" capitaliste...

Un hommage a été rendu à l'utopie petite-bourgeoise d'un capitalisme indépendant, sans les "injustices" et les "abus" des monopoles étrangers. Un capitalisme pré-monopoliste et "humain" avec le travailleur...

Avec ce programme et face à une dictature corrompue, ils ont appliqué pour la première fois en Amérique latine, la stratégie d'une guérilla rurale foco et les guérilleros ont regroupé autour d'eux tout le peuple en peu de temps, y compris la colonie cubaine, pour envoyer des fonds au mouvement du "Docteur Castro" qui est sorti, sans problèmes, avec des photos sur les couvertures de "Life".

A quoi s'attendait l'impérialisme ? Au début, ils ont soutenu Batista. Quand ils ont vu qu'il était épuisé, ils l'ont abandonné. Les "Marines" n'y débarquent pas comme ils le feront quelques années plus tard à Saint-Domingue. Ils se sont résignés à ce que le "Docteur Castro" - après tout un guérillero libéral finalement jeune et inexpérimenté, pensaient-ils - renverse la dictature militaire. Plus tard, les voyages politiques bourgeois dans cette petite île voisine veilleraient à ce que les choses soient remises sur les rails démocratiquement... en faveur de l'impérialisme et de sa bourgeoisie dépendante.

Ces prévisions yankees semblaient se réaliser dans un premier temps. Un avocat bourgeois, le Dr Urrutia, reçut la présidence des mains du vainqueur Fidel. Miró Cardona était premier ministre et des personnalités respectables formaient son cabinet. C'est quelque temps après la chute de Batista que la radicalisation de la Révolution cubaine a commencé à se produire, avec son virage rapide vers de nouveaux objectifs : vers des objectifs socialistes. Nous n'allons pas décrire ce processus, car cela nous éloignerait de notre sujet. Il suffit de dire qu'Urrutia a dû démissionner, que Miró Cardona s'est enfui à Miami, et que plusieurs ministres de cette première période ont rejoint la contre-révolution...

L'impérialisme et la bourgeoisie s'attendaient à un simple remplacement du personnel gouvernemental et s'en sont sortis avec un changement du système social. Jamais plus ils ne seraient exposés à de telles surprises en Amérique latine. Chaque révolution, dorénavant, compterait sur une intervention étrangère soutenue par la bourgeoisie locale. Dans le cas de l'Uruguay, lorsque la domination bourgeoise est en danger, une intervention a lieu. D'après ce que l'on peut prévoir aujourd'hui, il est plus que probable que la bourgeoisie du Brésil interviendra. C'est un autre élément qu'il est important de rappeler.

Pour récapituler, si nous devons nous référer soit aux expériences historiques des guérillas urbaines victorieuses, soit à l'expérience triomphante de la guérilla foquista latino-américaine pour répondre à la question du début : à quoi servent les guérillas et quels sont leurs objectifs, nous devons répondre : ils ont été pour l'indépendance politique des colonies ou pour restaurer la démocratie bourgeoise-libérale.

(2^e) A la deuxième question : quand la guérilla commence-t-elle et quand finit-elle ? Nous sommes déjà, bien sûr, en mesure d'y répondre. La guérilla anticoloniale commence quand il y a maturation d'une bourgeoisie locale dépendante, qui opérant sous la protection d'une conjoncture internationale favorable, lance un mouvement national. Elle se termine lorsque l'indépendance politique formelle est atteinte. La guérilla anti-dictatoriale et démocratique commence lorsque la dictature, perdant sa base sociale, devient "insupportable" pour la majorité du peuple, y compris des secteurs importants de la bourgeoisie. Elle se termine par la restauration de la démocratie bourgeoise.

En Uruguay, quand les guérillas ont-elles commencé à opérer : Y avait-il une situation coloniale ? NON. Y avait-il une situation de dictature ? NON. Mais si ce n'était ni anticolonial ni démocratique, quel était le but, quel était le caractère et quels étaient les objectifs de la lutte armée qui commençait ? Répondre à ces questions implique d'expliquer les erreurs et les succès du MLN dans la résolution de deux problèmes fondamentaux que nous avons cités au début : a) celui du lien entre la guérilla et les masses et b) celui de la destruction militaire de l'appareil répressif.

VI

En Uruguay, lorsqu'ils ont commencé à exploiter le foco, il n'y avait pas de situation coloniale. L'Uruguay est, bien sûr, un pays capitaliste dépendant, mais c'est peut-être aujourd'hui l'un des pays où l'action de l'impérialisme s'exerce par des mécanismes moins visibles pour les masses. L'impérialisme existe, mais il est beaucoup moins visible qu'ailleurs. Il ne s'agirait donc pas d'une guerre anticoloniale.

Il n'y avait pas de dictature. Il y avait bien sûr - et il y a toujours - une dictature de classe bourgeoise, commune à tous les pays capitalistes, mais exceptionnellement bien voilée ici par la forme d'État démocratique bourgeois. Le libéralisme démocratique est profondément ancré, en tant qu'idéologie, dans la conscience du peuple, y compris dans la classe ouvrière. Les partis traditionnels, les petits-bourgeois et le réformisme ouvrier (incarné notamment par le parti communiste) contribuent invariablement à consolider l'influence de la tendance idéologique bourgeoise au sein des classes dominées. Pendant ce temps, le réformisme ouvrier, qui continue cependant à se désigner comme "marxiste-léniniste", s'intègre de plus en plus à cette tendance.

Mais si elle n'est ni anticoloniale, ni "démocratique", quelle est la nature de la guerre que les guérilleros de Foquista ont déclenchée ??? En termes généraux, quel est le caractère de l'action armée en Uruguay, au moins dans sa phase initiale et pour une période prolongée ? Elle a et aura, pendant une longue période, un caractère résolument social, un caractère de classe. Elle aura donc une empreinte clairement socialiste et sera perçue comme telle par les classes dirigeantes qui, à partir de Cuba, considèrent toute action populaire armée comme un danger, quoi qu'elles en disent. La lutte armée a commencé et continuera à être menée dans l'intérêt des classes dominées contre les intérêts des classes dirigeantes. Elle représentera les intérêts de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie ouvrière, du prolétariat agricole et aussi - dans une étape au moins - de la petite bourgeoisie urbaine traditionnelle (propriétaires des moyens de production) et de la petite bourgeoisie pauvre et même du propriétaire terrien moyen¹ (petits propriétaires, propriétaires et locataires de petite et même moyenne taille, etc. Les classes ouvrières sont bénéficiaires d'un régime socialiste avec lequel, bien entendu, elles n'ont pas de contradictions objectives. Les secteurs petits-bourgeois n'ont pas à avoir de contradictions antagonistes, immédiatement avec le processus révolutionnaire. Si, les classes dominantes en ont. Les grands propriétaires fonciers, la fraction commerciale de la bourgeoisie importatrice et exportatrice, liée à l'impérialisme, la bourgeoisie industrielle associée ou liée à l'impérialisme, les monopoles impérialistes, la fraction financière de la bourgeoisie, etc. Bref, toute la bourgeoisie qui, ici comme dans toute l'Amérique latine, est de plus en plus dépendante, et l'impérialisme dont elle dépend. Tous sont et seront contre-révolutionnaires.

La guérilla et la guerre dans notre pays ne peuvent donc pas commencer à être "patriotiques" ou "démocratiques". Bien qu'elle puisse devenir, dans son développement, "nationale" et éventuellement "démocratique", elle est née socialiste et, à la fin, ce sera son trait dominant. Par conséquent, il sera confronté, dès le début, à toutes les classes dominantes. Elle a le caractère d'une guerre de classe même si elle acquiert, à un stade avancé, un caractère de guerre nationale aussi, car si le processus avance, les bourgeoisies des pays voisins interviendront.

Cette lutte armée est le niveau le plus élevé d'une lutte de classe grinçante et brute, où aucune possibilité d'alliance avec des secteurs bourgeois "nationaux" ne peut, par essence, brouiller les choses, et pas même au stade où elle devient une guerre nationale.

Nous énonçons tout cela ici, sur un ton qui peut provisoirement être schématique, mais nous ne l'évoquons que pour situer, principalement, les facteurs de conditionnement dans lesquels la pratique foquista a été

1. Petits propriétaires/locataires ruraux, assez courants dans les régions de Pampean et de Río de la Plata de la capitale nationale qui, souvent, "pourraient" (avec beaucoup de guillemets) entrer en contradiction avec les grands propriétaires terriens et les latifundistes (alliés du capital international) et réaliser certaines tâches "progressistes" dans une stratégie populaire, en particulier dans les tâches de "libération nationale".

conduite. Cela a impliqué une compréhension particulière et une interprétation singulière de ces facteurs de conditionnement, comme nous allons le voir.

L'action armée exprime donc le plus haut niveau de la lutte des classes et en Uruguay, comme nous le disons, elle ne peut pas exprimer autre chose. Du moins dans un premier temps.

Mais quel a été le niveau atteint par cette lutte de classe ici ? Au niveau économique et dans certains secteurs, elle a connu ces derniers temps une large expansion et un relatif approfondissement. Il existe un mouvement syndical quantitativement important et capable d'agir, parfois, avec suffisamment de combativité pour des revendications de type préférentiellement salarial, bien qu'il affirme également d'importants objectifs politiques, liés avant tout à la préservation de l'autonomie des syndicats en tant qu'organes de classe (luttés contre les règlements syndicaux ou autres tentatives d'intégration institutionnelle dans l'Etat). Mais au niveau politique et idéologique, les classes ouvrières sont, dans une large mesure, prisonnières de l'influence de la tendance idéologique des classes dominantes. Elles continuent à concevoir l'action politique dans les termes proposés par l'idéologie bourgeoise. Le Parti communiste, en tant que force gravitationnelle la plus importante dans la direction du mouvement ouvrier, par la stratégie et la tactique réformistes cohérentes qu'il a imposées à la lutte des classes, tant sur le plan économique que politique, ne fait rien d'autre que de consolider la prédominance de la tendance idéologique bourgeoise. Et pourtant, le Parti communiste lui-même s'y plie, l'"importe" dans le mouvement ouvrier et populaire, et en même temps il s'en considère de plus en plus comme prisonnier.

Le poids de la prédominance idéologique bourgeoise dans les masses, renforcé par le réformisme ouvrier du Parti communiste, a brouillé aux yeux de certains révolutionnaires, la viabilité d'une ligne de masse révolutionnaire. Ils ont identifié les modalités réformistes de l'action économique de la lutte des classes avec la lutte économique elle-même. Cela a dissimulé la perspective d'une pratique révolutionnaire même au niveau économique, le plus élémentaire de la lutte des classes. Pendant ce temps, l'action syndicale semblait politiquement peu rentable, trop limitée ou inutile à certains révolutionnaires, impatientes de la lenteur avec laquelle la classe ouvrière procède à son élévation du niveau de la lutte économique au niveau de la lutte politique. Ils n'ont pas évalué que ce passage peut être repoussé davantage et peut même ne pas se produire, si la lutte économique est dirigée par le réformisme. Ils n'ont pas vu que la lutte économique, sans cesser de l'être, mais sous une direction révolutionnaire, est le premier fondement du développement de la conscience de classe, qui est la conscience politique, la conscience des intérêts historiques de la classe. Mais sous une direction réformiste, ce processus de maturation peut être ralenti, déformé, gelé pendant de longues périodes.

Même au niveau de la lutte politique, l'arriération idéologique des classes dominées, leur adhésion obstinée à l'idéologie bourgeoise, à l'électoratisme et aux partis bourgeois lors des élections, ont opéré dans le même sens. Qu'y a-t-il donc à faire ?

Face à cette question, la lutte armée est apparue à de nombreux révolutionnaires comme un raccourci qui permettrait d'écourter le processus et de l'abrégé, en sautant des étapes. La déception quant aux possibilités de développement politique des masses a préparé le terrain pour l'adoption de la conception foquista de la guérilla et a contribué à leur faire croire que deux aspects d'une même pratique politique étaient contradictoires. Ces deux aspects, qui ne sont valables que s'ils sont dialectiquement unis, sont : l'action armée et l'action de masse.

Voici une clarification qu'il nous semble juste et utile de faire : en sous-estimant l'importance d'une ligne de masse, en sous-estimant les possibilités et la nécessité politique vitale d'un travail organisé parmi les masses, les camarades du MLN n'ont pas pour autant nié TOUT rôle aux masses dans le processus. Elle n'est pas non plus juste, nous semble-t-il, pour l'accusation de "putschisme", de "blanquisme" qui leur a été lancée par les réformistes, avant, à voix basse et en marge, et maintenant ouvertement. Le MLN a essayé de ne pas être une société de conspirateurs qui, par un coup d'État surprise, prendraient le pouvoir. Le MLN a cherché, dès le début, à susciter la sympathie des masses. Dans cet aspect, leurs erreurs étaient d'un autre type qui consistait : 1^e) Dans la manière dont ils ont conçu l'obtention de la sympathie des masses et dans la tactique qu'ils ont mise en place pour tenter de l'obtenir. 2nd) Dans le rôle qu'ils attribuaient au sein du processus aux masses dont ils obtenaient progressivement la sympathie. Ces deux erreurs reflètent, bien entendu, les faiblesses de la conception du foquismo.

Une pratique politique révolutionnaire juste en Uruguay aujourd'hui doit intégrer l'action armée et l'action de masse. Mais qu'est-ce qui est central, qu'est-ce qui est prioritaire, et quel est l'aspect principal auquel les autres

doivent être subordonnés ? Le MLN a sous-estimé les possibilités d'une pratique politique révolutionnaire parmi les masses. En conséquence, ils ont sous-estimé l'activité politique organisée au sein des syndicats et l'activité publique (légale ou non) des organisations politiques. Ils ont nié la nécessité de centrer la pratique politique à tous les niveaux (syndical, politique publique, politique-militaire clandestine et théorique-idéologique) à partir d'un parti clandestin. Ils croyaient, paradoxalement, qu'il était possible de centraliser l'orientation des masses à partir d'un noyau uniquement militaire, à partir des guérillas, comprises selon la conception du foquismo. Et ainsi, ils ont voulu mettre un esprit militaire vers les masses, mais n'ont pas reconnu le degré de développement nécessaire pour faire une ligne syndicale, idéologique et politique viable, révolutionnaire à ce niveau, qui est celui des masses. L'agitation sociale, en fin de compte enracinée dans l'économie, n'était pas considérée comme suffisante pour faire une ligne révolutionnaire de masses, leur semblait-il, alors que d'autre part, elle leur semblait suffisante pour permettre le soutien d'une pratique militaire qui suppose logiquement l'existence d'un niveau de conscience assez élevé. Le retard politico-idéologique de la classe ouvrière, sa seule conscience "économiste", son "syndicalisme", étaient invoqués pour ne pas "brûler" les quelques forces disponibles au départ en leur faisant promouvoir le travail révolutionnaire de masse sur place. Mais en même temps qu'ils les rabaisaient, les exigences de la conscience, le niveau atteint par les luttes économiques, et la combativité démontrée fréquemment par celles-ci, étaient invoqués à plusieurs reprises comme preuve de la nécessité de créer un foco de guérilla qui traduisait cette combativité au niveau politique en une alternative de pouvoir. Le MLN espérait surmonter cette contradiction par la révolusion idéologique constituée par l'usage exemplaire de la violence.

VII

Comme nous l'avons dit dès le début, la conception foquiste de l'activité des masses souffrait d'une contradiction qui n'a jamais été correctement résolue malgré les différentes variantes de la ligne foquiste. Cela impliquait que, d'une part, l'activité organisée des masses était sous-estimée, sur la base d'une évaluation très pessimiste de leurs possibilités. D'autre part, on supposait que ces mêmes masses avaient l'aptitude politique nécessaire pour accepter et sympathiser avec une activité armée conçue comme un parallèle aux luttes populaires.

Pour le répéter, cela consistait à considérer simultanément que la classe ouvrière était trop "verte" pour accepter une ligne révolutionnaire de masse, mais suffisamment "mûre" pour accepter une pratique militaire de guérilla urbaine, parallèle aux luttes de ces mêmes masses. Cette pratique militaire serait parallèle et ni coïncidente ni convergente avec les luttes ouvrières dans la mesure où il s'agirait de préparer un appareil armé clandestin capable de contester le pouvoir bourgeois. Toute la politique de masse du MLN était subordonnée à la réalisation de cet objectif. Les sympathies des masses devaient être obtenues par des actions armées. De cette manière, une version particulière de la propagande par le fait a été développée (actes armés "sympathiques"), complétée par des périodes avec des formes de propagande armée. Ce critère comporte des éléments positifs et erronés.

La violence révolutionnaire peut avoir et a, ici et aujourd'hui, une portée positive pour promouvoir la conscience de classe au niveau des masses. Elle le fait en violant l'"ordre" bourgeois, en démontrant en actes la possibilité de le fracturer, de le défier... En démontrant la possibilité de s'y opposer frontalement et de durer longtemps, en marge et contre la loi bourgeoise, la pratique armée devient un puissant élément de désintégration du système tant au niveau politique qu'idéologique.

Le capitalisme a aujourd'hui plus que jamais besoin d'une acceptation unanime des règles de son jeu. Tangentiellement en crise dans tous ses aspects, il génère un système de domination toujours plus rigide et fermé. Dans la mesure où les contradictions inhérentes au système s'approfondissent, il doit appliquer une politique toujours plus coercitive, plus répressive à tous les niveaux. Comme l'État capitaliste est le lieu où toutes les contradictions se reflètent et se condensent, c'est l'appareil d'État bourgeois qui assume le rôle principal dans cet effort de plus en plus tendu pour ralentir de manière coercitive l'issue de ces contradictions, leur solution.

La formation sociale uruguayenne en est un cas exemplaire. A partir d'un processus de détérioration économique, dont les racines se trouvent dans la structure capitaliste dépendante de notre pays, on assiste à une détérioration progressive au niveau politique et idéologique. Les formes, les institutions traditionnelles à ces deux niveaux, ne sont plus fonctionnelles pour garantir le règne de la domination de la bourgeoisie dans le cadre du processus de détérioration généré finalement au niveau économique. Les classes dominantes ne peuvent pas résoudre les contradictions que le fonctionnement du capitalisme dépendant génère. Les résoudre impliquerait leur mort en tant que classes dirigeantes. Les contradictions qui ralentissent et retardent le développement au niveau économique peuvent être résolues dans le cadre d'une organisation socialiste, mais cela impliquerait un changement social profond : une révolution sociale.

Les classes dirigeantes ne peuvent pas l'accepter et puisque - dans notre formation sociale jusqu'à présent - elles n'ont pas trouvé d'issue, de modèle, de projet capitaliste qui leur permette de sortir du processus de détérioration, leur seule perspective visible est de réprimer. En d'autres termes, d'essayer d'empêcher de manière coercitive que les contradictions de son système trouvent une solution véritable et définitive.

Pourquoi? Parce que cette solution implique le socialisme. Parce que cette solution se trouve en dehors du système capitaliste, en dehors du système dans lequel elle domine. C'est pourquoi la bourgeoisie cherche à changer politiquement et idéologiquement, pour essayer d'éviter le changement au niveau économique-social. Et le changement politique et idéologique, qui prend la forme d'une crise politico-idéologique, est en un sens régressif.

Il cherche le retour à des formes politiques et idéologiques déjà dépassées par leur propre développement capitaliste antérieur, déformé et dépendant.

D'autre part, le processus régressif, en lui-même, n'est pas exempt de contradictions. Il n'a pas le caractère plus ou moins linéaire et fluide avec lequel les réactionnaires se le représentaient. Le processus de dégradation se reflète et se répercute de manière particulière au sein des différentes classes et fractions de classes... et même dans les différents secteurs de l'appareil d'État bourgeois. Mais considérer ces aspects nous éloignerait trop du sujet central.

Le fait est que le processus de détérioration (pour lequel il n'y a toujours pas de solution en vue dans le cadre du capitalisme dépendant) impose la nécessité d'un monopole de la violence par l'appareil répressif de l'État. Il impose en outre une tentative de restaurer la prédominance de l'idéologie réactionnaire des classes dominantes dans les appareils idéologiques de l'État.

Dans le contexte de la crise du capitalisme dépendant dans notre pays, la violence d'en bas, cette violence anticapitaliste et hors de contrôle est déjà intolérable pour le système.

Accéder à la portée de l'action armée, l'organiser et la développer, démontrer définitivement sa viabilité en Uruguay, forcer le démasquage des mythes idéologiques du libéralisme, et contribuer au démasquage des leviers cachés de la véritable dictature de classe, sont des mérites historiques du MLN, quelle que soit sa destination finale en tant que mouvement.

Comment le MLN a-t-il obtenu ces résultats clairement pertinents? On peut dire qu'il les a obtenus presque exclusivement sur la base de la réalisation d'actions armées. Celles-ci ont créé des faits qui, pendant longtemps, n'expliquaient rien ou presque dans leur propre sens, mais étaient simplement exposés dans une réalité brève mais choquante. Ils gravitaient par leur propre existence surprenante, dans un milieu si étranger à la validité des actions armées. Elles ont atteint une dimension telle que les mécanismes publicitaires du système, pendant longtemps, non seulement n'ont pas pu les cacher, mais les ont même amplifiées publiquement. Par cette version particulière de la propagande par le fait, le MLN s'attirait la sympathie populaire. Le temps allait révéler que la manière et les méthodes par lesquelles ils obtenaient ces sympathies avaient des limites évidentes et comportaient même des risques sérieux.

Les mécanismes de recrutement d'une organisation révolutionnaire ne peuvent se limiter à la production durable d'actes armés choquants. En procédant de la sorte, toute la pratique politique, toute la dynamique révolutionnaire, est subordonnée à la possibilité d'opérer de manière durable. Et si les opérations soutenues ne génèrent pas un résultat rapide, s'il est nécessaire d'opérer de manière soutenue pendant une longue période de temps, et que la dynamique, le développement et le progrès dépendent de l'efficacité et de l'impact psychologique des opérations, vous serez contraint de varier le type d'opérations. Si la situation se prolonge encore, elle devra augmenter sa dimension et il sera nécessaire d'élever le niveau opérationnel. Si les possibilités d'accroître l'influence politique d'une organisation résident de manière décisive dans sa capacité à générer une dynamique linéaire et ascendante d'opérations armées, elle tombe tôt ou tard dans le piège d'une stratégie trop rigide, et donc exposée à de sérieux risques.

VIII

C'est l'importance, accordée pratiquement exclusivement par le MLN aux opérations armées, qui définit son caractère foquista. Ce n'est pas, comme nous l'avons déjà dit, qu'ils ont appliqué une conception blanquiste ou "putchiste". Ce n'est pas qu'ils voulaient créer une organisation secrète de conspirateurs qui un jour, par un coup d'État, s'emparerait du pouvoir. Le foquismo - et le MLN dans ce cas - ne nie pas totalement et radicalement le rôle des masses dans le processus. Les caractéristiques de ce rôle attribué aux masses, la fonction qui leur est attribuée, est précisément ce qui caractérise le foquismo.

La conception foquista s'intéresse aux masses presque exclusivement comme soutien et couverture de l'action spécifiquement militaire. Ils ne s'intéressent pas à la participation des masses en tant que protagonistes du processus révolutionnaire, car ils sous-estiment et même nient la nécessité et la possibilité de cette participation. Le Foquisme nie donc la nécessité d'un travail politique ou d'une ligne de travail coordonnée parmi les masses ainsi que des tâches qui pourraient politiser et développer leur conscience de classe. Il nie la nécessité d'organiser et de diriger la lutte aux différents niveaux (économique, politique, idéologique) dans lesquels se déroule la lutte des classes. Il n'envisage pas non plus d'avoir une pratique politique ouverte et publique destinée aux masses. Il nie ainsi la nécessité d'une organisation politique, d'un parti. Il sous-estime l'importance politique et la possibilité de développer une ligne révolutionnaire au niveau de la lutte économique et la nécessité d'intervenir dans l'orientation de l'activité syndicale à partir du parti avec sa propre ligne. C'est une conséquence de leur méconnaissance de la fonction du parti : s'il n'y a pas de pratique politique publique, à quoi servirait d'agir de manière organisée au niveau syndical ? En bref, le foquismo nie la nécessité d'une ligne de masse, d'un travail avec et dans les masses. Il cherche plutôt à capter les sympathies des masses et leur adhésion, de manière décisive, par le biais de leurs actions militaires et de l'impact psychologique qu'elles produisent.

Le foquismo implique, en ce sens, une altération totale des termes dans lesquels l'action politique a toujours été conçue. Jusqu'à présent, elle a été orientée vers une conquête graduelle et patiente de la conscience des masses, le traitement progressif du développement de la conscience de classe à partir du niveau élémentaire de la lutte économique. Afin d'éviter la stagnation à ce niveau, pour que le développement de la conscience de classe soit traité, la lutte économique doit être sous la direction politique du parti révolutionnaire. Cette idéologie révolutionnaire "comptait" [7], de même que la conscience des objectifs politiques de classe, la conscience, la connaissance de leurs propres intérêts historiques, de classe, au sein de la classe ouvrière, qui était incapable de s'élever spontanément à sa compréhension sur la base de la seule expérience du niveau économique de la lutte de classe. Car même la perception de sa propre lutte économique, en tant que niveau primaire de la lutte de classe, nécessite l'acquisition préalable de la conscience de classe. Seul l'ouvrier qui a compris que sa classe a des intérêts historiques antagonistes à ceux de la classe bourgeoise, seul l'ouvrier, disons-nous, qui a déjà acquis la conscience de classe, est capable de percevoir la lutte économique comme ce qu'elle est : comme un niveau - le niveau primaire - de la lutte de classe.

Sinon, si le travailleur n'acquiert pas une conscience de classe - qui, selon ce qui a été dit, est une conscience politique et idéologique, qui ne naît pas spontanément - il pourra faire mille grèves pour les salaires, des grèves importantes et même combatives - comme il y en a eu tant aux USA - sans cesser d'être prisonnier de l'idéologie bourgeoise. Ils mèneront ces grèves - ce qui arrive fréquemment aujourd'hui - avec une conscience semblable à celle de leur employeur : avec la conscience de réclamer une augmentation du prix des marchandises qu'ils vendent. D'ailleurs, une augmentation du prix de leur force de travail, une augmentation de leur salaire... et non un changement du système social qui entraînerait la disparition de la propriété et donc la disparition du salaire, seule façon pour le travailleur de ne plus être exploité. Ils exigeront moins d'exploitation, mais pas que l'exploitation disparaisse. Car pour exiger la disparition de l'exploitation, ils doivent présenter un autre type de

société - le socialisme - et comprendre leur statut d'exploité. Comprendre pourquoi et comment eux et les autres sont exploités. Et cela implique déjà une conscience de classe.

Les révolutionnaires - à tort ou à raison - se sont toujours appliqués à cela, à produire ce saut qualitatif de la conscience économiste, syndicalera,¹ "syndicaliste" et de classe, à la conscience politique. Un saut qui implique la rupture avec la tendance idéologique bourgeoise, qui est dominante parce qu'elle est l'idéologie de la classe dominante, et l'acceptation de l'idéologie révolutionnaire et socialiste qui exprime les intérêts historiques de la classe ouvrière. C'est-à-dire, dans le mode de production capitaliste en tant que classe dominante. Le foquismo, en tant que conception, entend sauter cette étape. Il prétend que, comme à Cuba, la conscience de classe est acquise plus tard, lorsque la révolution est déjà au pouvoir. Parce qu'il a l'intention d'arriver au pouvoir non pas par un processus qui implique la maturation préalable de la conscience de classe révolutionnaire, mais par un détour, disons, qui saute cette étape.

Le Foquismo ne conçoit pas la révolution comme un processus de luttes, où les masses, par l'expérience de leur participation à ces luttes et fécondées par l'action politico-idéologique du parti révolutionnaire qui les guide, développent leur conscience de classe révolutionnaire, jusqu'à détruire le pouvoir bourgeois par une révolution. Le Foquismo conçoit plutôt la révolution comme un processus de luttes militaires, parallèle à la lutte des masses, avec lequel il n'a que peu ou rien à voir. Un processus par lequel une minorité armée génère, simplement en opérant, des conjonctures qui finissent par acculer les masses indépendamment de leur volonté, jusqu'à ce qu'elles soient obligées d'accepter une issue révolutionnaire qui mettrait cette minorité armée au pouvoir.

La pratique armée tend à générer des conjonctures politiques qui fermeraient toutes les portes et toutes les voies d'action des masses, autres que la voie de la pratique armée elle-même. La révolution n'est pas conçue comme l'aboutissement, le couronnement d'un processus à travers lequel, avec leur lutte, les masses ouvrent une voie tout en développant et en mûrissant leur conscience révolutionnaire. Pour le foquismo, la révolution est un résultat, pratiquement indépendant de la volonté politique des masses, avec lesquelles il n'est pas nécessaire de s'affronter, mais qu'il n'est pas non plus essentiel de gagner. L'issue révolutionnaire peut alors se produire sans modifier préalablement, en profondeur, la conscience politique et idéologique des masses. Il suffira de ne pas les affronter, de ne pas susciter leur hostilité. Il suffira d'obtenir leur sympathie plus ou moins superficielle, ou tout au moins leur neutralité. A aucun moment leur participation active ne sera requise dès le début du processus. Il en est ainsi - et c'est un aspect fondamental pour le Foquismo - parce que, la cause de la poussée des masses du côté de la révolution, est, plus que les révolutionnaires... la contre-révolution elle-même.

La fonction du foco est d'éveiller et de provoquer, par son activité soutenue, un processus de réaction politique qui supprime toutes les autres attentes et possibilités, tout en acculant et en poussant les masses vers la voie et la victoire révolutionnaires. Dans la mesure où cela se produit, il y aura un crescendo de soutien de masse au foco, qui se traduira par l'amplification de l'action militaire du foco lui-même. En d'autres termes, le foco qu'il tente de générer - c'est clair dans le MLN et ce qui lui permet d'être qualifié de foquista - est une dialectique d'action armée-répression. Chaque opération produit une réponse répressive. Tout consiste à être en mesure de survivre et de mener une contre-réaction, une opération plus importante - ou différente - de la précédente. Pourquoi majeure ou différente ? Parce qu'en plus de provoquer une réponse, toute opération tend à produire un impact psychologique sur l'opinion publique. Cet effet dramatique est vital car en l'absence de présence dans les masses, c'est ce qui peut signifier et donner une pertinence politique au foco. La démonstration fréquente de la bravoure, de l'audace et de l'efficacité de la guérilla, est la seule chose capable de maintenir sur la table, l'existence et la validité d'une pratique politique qui ne cherche pas une autre forme d'externalisation. D'autre part, la persistance et la dimension opérationnelle créent la perspective de la victoire, d'un succès capable de produire le recrutement nécessaire pour élargir le foco. Ceci ne serait enfermé que dans une pratique militaire et vécu sur la base des succès qu'elle a obtenus dans le domaine militaire.

1. Le terme "Sindicalera" est une manière quelque peu péjorative de désigner un syndicaliste.

IX

Lorsque nous avons commencé cette série de notes, nous avons souligné que les expériences de guérillas urbaines (Israël, Irlande, Chypre) s'étaient développées au sein de luttes pour l'indépendance politique. Cuba, expérience inspiratrice de la conception foquista, offrait l'exemple de guérillas anti-dictatoriales entreprises pour la restauration des institutions de la démocratie bourgeoise. Nous avons dit qu'aucune de ces deux situations ne s'est produite en Uruguay lorsque le foco a commencé à opérer : c'est formellement, du moins, un pays indépendant et "démocratique". L'émergence du foco repose donc sur des raisons de nature sociale.

Une contradiction pourrait alors apparaître entre la méthode choisie - le foco - et les objectifs - sociaux - de son action. Une contradiction qui émane du fait que les objectifs sociaux (socialistes) imposent la nécessité d'une participation de masse - ce qui implique une politique de masse - conçue en des termes différents du soutien populaire "multi-classes" aveugle, que pourraient susciter les objectifs non socialistes (nationaux ou démocratiques) des autres guérillas. Surtout lorsque - comme nous l'avons déjà vu - après Cuba, les bourgeoisies dépendantes d'Amérique latine se sont opposées avec ténacité à toute fracture de l'"ordre" bourgeois.

Cette contradiction a imposé divers ajustements à la conception du Foquismo par le MLN. Elle portait du principe que si l'on pouvait donner à l'action de guérilla une continuité ascendante, si elle parvenait à produire des impacts plus nombreux, plus fréquents et plus importants, elle produirait également des mesures répressives de plus en plus dures et étendues. Avant chaque opération importante, les partisans du MLN attendaient la frappe militaire ou le coup donné par le MLN lui-même. Pour éviter l'hostilité des masses, le MLN a longtemps pris soin de choisir des cibles "amicales" et a essayé, dans la mesure du possible, d'effectuer des opérations sans effusion de sang et sans confrontation : expropriations, destruction de matériel, propagande ou représailles évidentes. L'alternative est apparue clairement : si la normalité institutionnelle persistait, la répression apparaissait plutôt inefficace. Une fois un certain degré de développement atteint, le foco générerait une dynamique de croissance, maintenue bien sûr, basée sur un "crescendo" d'opérabilité. Cette croissance, bien que compromise par d'éventuelles erreurs tactiques, semblait ne pas buter pendant un certain temps sur des obstacles décisifs dans le cadre d'un régime "démocratique". L'autre possibilité était que la démocratie cède la place à des formes plus autoritaires, voire dictatoriales, qui, bien qu'elles puissent être plus efficaces en matière de répression, généreraient des conditions politiques plus favorables à l'extension de l'influence du foco. Dans le cadre démocratique, la répression était inefficace ; en dehors du cadre démocratique, on créait une situation politique du type de celle qui consolide traditionnellement la lutte armée de la guérilla. Face à une dictature, les guérilleros allaient alors incarner la lutte pour la démocratie perdue, générant une situation de type cubain. Le MLN semble s'être inscrit dans cette perspective depuis longtemps. Cette fonction a eu pour conséquence de consolider la sous-estimation de la lutte idéologique et politique.

Toute forme d'activité publique, disaient-ils, "gaspillait" ¹ des militants et des sympathisants, alimentant un avenir dans lequel ne subsisteraient que ceux qui seraient capables de s'organiser pour le combat dans le plus grand secret. Il était donc négatif, disaient-ils, de "donner un visage" en tenant une ligne politique en public ou en participant à une activité politique syndicale. La politique était alors, disait-on, la préparation patiente d'un appareil armé clandestin capable de contester le pouvoir de la bourgeoisie. Avec de légères variations, cette ligne a été appliquée jusqu'à la fin de 1970, lorsque la proximité des élections a posé un problème difficile au Foquismo.

Pendant toute la période 1966-1970, dans l'attente de la dictature qui allait balayer toutes les formes d'activité politique et même les syndicats publics, le MLN a évité toute controverse avec le réformisme. Les positions réformistes n'étaient discutées et confrontées qu'à l'occasion d'événements particuliers dans des lieux spécifiques.

1. Le mot littéral utilisé ici est "brûlé".

Cela était d'autant plus facile que, en vertu de sa propre conception foquista, la guérilla manquait de "représentants visibles" au niveau public des masses et ne postulait même pas de ligne ou de critères de travail à ce niveau, ce qui était généralement considéré comme négatif. Cela créait alors une situation bien connue et caractéristique d'action parallèle sans interférence entre la guérilla urbaine du MLN et le Parti communiste, qui, sans se heurter à lui, continuait à développer sa pratique réformiste au niveau des masses. Alors que dans toute l'Amérique latine, les guérillas se séparaient des partis communistes, en Uruguay, les deux coexistaient pacifiquement sans attaquer ni interférer. Chacun laissait simplement consigner son incrédulité à l'égard des méthodes de l'autre et se confiait à un avenir indéterminé, pour négocier cette différence "tactique" sur laquelle ils n'insistaient même pas.

La guérilla pouvait alors se développer sans remettre en cause ou compromettre la prédominance réformiste au niveau des masses ou des syndicats, tout en se cachant sous le couvert de l'abandon que le Foquismo proclamait à l'égard de l'action de masse. Bien sûr, en réalité, la pratique réformiste et la pratique de la guérilla étaient contradictoires. L'"accord" et la répartition des zones d'influence ne pouvaient être que transitoires. Toute pratique révolutionnaire est objectivement contradictoire avec toute pratique réformiste. Dans les secteurs - les étudiants, certains syndicats - où les sympathies pour le MLN prenaient des formes plus ou moins organisées, l'affrontement avec les réformistes était inévitable. Seuls les efforts des dirigeants et le poids de leur autorité fondée sur le prestige de l'appareil militaire, ont permis que ce choc, implicite dans la réalité des choses, ne se généralise pas et n'acquière pas la dimension d'une controverse, d'une lutte idéologique sur des lignes anti-réformistes.

Bien sûr, la direction du MLN s'est réconciliée avec ce compromis en se basant sur la notion de son caractère transitoire. Car on pensait que, dans un court laps de temps, l'action du foco générerait la mort des formes démocratiques de la "légalité" bourgeoise. Et avec elle, la mort du réformisme. Puisque la subsistance de la légalité est vitale pour le parti communiste, une fois la légalité disparue, le parti communiste serait hors jeu et serait - ce qu'il en reste - forcé de s'aligner sur le MLN, la seule organisation qui, en raison de ses caractéristiques, aurait été en mesure de survivre en opérant dans les conditions politiques et répressives les plus dures. Dans ces conditions, le MLN polariserait - comme cela s'était produit à Cuba - toute l'opinion anti-dictatoriale et serait à l'avant-garde de la lutte pour la restauration démocratique. Les armes lui donnaient la possibilité de diriger une lutte dont il serait l'avant-garde militaire et politique. L'incarnation d'une pratique militaire, alors pleinement validée, serait inévitablement partagée par tous, puisque la dictature aurait fermé toutes les autres portes et aurait bloqué, par son existence même, toutes les autres voies. Ainsi, en générant une modification qualitative avec sa pratique armée au niveau politique (la dictature et un foco de résistance armée à celle-ci) la guérilla se trouverait, après avoir agi à contre-courant de la situation, une période d'"introduction" dans une situation d'être socialement validée au niveau de la masse. Cela se produirait au niveau du peuple tout entier, suscitant un soutien multi-classe, puisque - comme à Cuba - la lutte anti-dictatoriale serait d'intérêt multi-classe. Les guérilleros, séparés de la "concurrence" réformiste ou autre par la répression dictatoriale, sans "polémiques stériles", sans "discussions théoriques", sans "divisions", presque sans avoir besoin de parler, sauf par leurs actions et sans jamais cesser d'être des guérilleros foquistes, acquerraient ainsi la direction des masses. Cela s'ensuivrait puisqu'il serait la seule chose qui resterait debout et avec une aptitude militaire alors totalement transformée "fonctionnellement" dans les conditions de la lutte anti-dictatoriale.

Le réformisme, quant à lui, a parié sur la survie des formes démocratiques, évitant tout ce qui, à sa portée, générerait des situations pouvant compromettre sa validité. S'appuyant sur le mépris des foquistas, il s'est accroché à la direction du mouvement de masse, en essayant soigneusement de l'écarter de toute activité susceptible de compromettre le respect des lois. Ils s'abstenaient de critiquer publiquement - bien qu'ils menaient subrepticement une campagne idéologique incessante - la guérilla, à laquelle ils consacraient même, parfois, des sourires très discrets. Les dirigeants du Parti communiste avaient confiance que la répression écraserait le foco avant qu'il ne puisse générer un volume d'opérations armées suffisant pour remettre en cause la "légalité institutionnelle", dont leurs réformes, - et tous les réformismes - ont besoin pour vivre.

L'absence - en vertu de la conception foquiste - d'une pratique politique au niveau des masses, convergeant avec l'activité militaire révolutionnaire de la guérilla, permettait cette politique, puisque de cette façon, l'existence et le développement du foco armé ne venaient pas interférer ni remettre en cause son contrôle sur la direction

du mouvement de masse. Lorsque les partisans du MLN s'organisaient et agissaient selon leurs propres critères, ils étaient durement attaqués par le Parti communiste. Mais comme cela ne se produisait qu'occasionnellement et dans des secteurs limités, il n'était pas non plus nécessaire pour le Parti communiste de lancer une polémique généralisée spécifiquement contre le MLN. C'est ainsi que ce curieux parallélisme a pu subsister pendant des années, cette "coexistence pacifique" entre des guérillas en ascension et un Parti communiste qui a la prédominance dans la direction du mouvement de masse.

Mais de cette situation, on déduisait que le parti communiste avait encore un avantage considérable. Ceux qui, sur le terrain révolutionnaire, essayaient de développer une ligne révolutionnaire au niveau des masses, ceux qui essayaient de faire converger les deux aspects de la pratique politique révolutionnaire, l'armée et les masses, se trouvaient pressés et encerclés entre deux forces qui ne se gênaient pas mutuellement, mais se développaient plutôt en parallèle sans se faire face. Ceux qui postulaient la nécessité d'une action armée maintenant, mais simultanée et convergente avec l'action de masse, ont évidemment souffert en même temps des attaques du réformisme au niveau des masses et de la concurrence au niveau militaire de l'action foquista qui a canalisé, de façon décisive depuis 1968, les sympathies des secteurs les plus disposés à l'action révolutionnaire. La polarisation des plus grandes forces révolutionnaires vers le MLN et sa conception du foquismo, qui ne jouerait pas dans la lutte contre le réformisme, a notoirement affaibli la ligne révolutionnaire au niveau des masses et assuré la subsistance de la prédominance réformiste à ce niveau.

Il est vrai que l'action du MLN a développé les forces de la révolution. Mais sa conception foquista n'a pas permis de développer une position révolutionnaire suffisamment forte au niveau des masses pour que la portée politico-idéologique de la ligne réformiste du Parti communiste soit suffisamment clarifiée au niveau général. Tel est le résultat politique ambigu - un résultat prévisible par ailleurs - du développement du foquista dans notre pays. Ce qui se développerait certainement serait le potentiel militaire du MLN, la guérilla foquista. Cela serait-il suffisant ?

X

En avril, nous pouvons approximativement situer le moment où les faiblesses constatées de la conception foquista ont provoqué une crise au sein du M.L.N. Cette crise a même été enregistrée dans des documents internes saisis et rendus publics et s'est traduite par la visualisation très claire, par la direction du MLN, de deux problèmes auxquels nous avons fait allusion en commençant cette série de travaux. Ces deux problèmes fondamentaux sont les suivants : 1^e.) Les difficultés qui se présentent à la guérilla urbaine lorsqu'elle tente de détruire l'appareil répressif par la pratique militaire de la guérilla exclusivement. 2^{eme}.) Le problème de l'élargissement du cercle des sympathies populaires suscitées par l'action de la guérilla. Sur la base des constatations faites à cette date (et toujours, selon les documents publiés), la direction du MLN considérait qu'elle avait déjà capitalisé politiquement les sympathies des secteurs qui, en possédant une plus grande politisation, seraient en mesure d'être captés par la pratique militaire foquista. Des deux questions, l'une avait une apparence "technique", l'autre plus ostensiblement politique. La validité pressante des deux problèmes montrait que la pratique foquista commençait à atteindre les limites de ses possibilités de développement. En tant que tels, ces deux problèmes sont intimement liés. Ce sont deux aspects, sur des plans différents, d'un même problème politique pour lequel la conception foquista ne peut offrir, en aucun cas, une solution définitive.

Commençons par le premier aspect, qui est le problème plus spécifiquement "technique", constitué par les difficultés que la guérilla urbaine (ou toute guérilla urbaine) rencontre pour atteindre la victoire finale par une pratique exclusivement guerrière et dans le cadre d'une lutte qui n'est ni anticoloniale ni "démocratique."

Dans des travaux antérieurs, nous avons signalé que la pratique de la guérilla urbaine, telle qu'elle se présentait dans l'expérience internationale, - nous avons opportunément cité les cas de l'IRGUN en Israël, de l'IRA en Irlande et de l'EOKA à Chypre - avait pour objectif fondamental d'obtenir la libération nationale ou l'indépendance nationale à travers des luttes anticoloniales. Nous avons ensuite ajouté - et nous le répétons maintenant pour le récapitulatif - que dans d'autres situations, les guérillas urbaines avaient également pour objectif politique la lutte contre des situations dictatoriales. En d'autres termes, dans certains cas, il s'agissait d'obtenir une indépendance nationale formelle et dans d'autres, de restaurer des régimes "démocratiques" bourgeois. Lorsque nous insistons pour soulever les difficultés de la guérilla urbaine en tant que forme d'action militaire capable de remporter une victoire finale, nous nous référons aux cas, comme celui du MLN, dans lesquels l'action de guérilla urbaine n'a pas pour objectif fondamental, ni l'indépendance, ni la "démocratie", mais des transformations sociales profondes. Nous pensons que les difficultés militaires spécifiques qui se présentent à l'action de guérilla urbaine, dans la mesure où elle est orientée vers des objectifs de transformation sociale, sont réelles et de nature générale. À notre avis, les difficultés à obtenir la victoire militaire sur l'appareil répressif bourgeois tout en opérant en tant que guérilla urbaine, ne sont pas exclusives au Foquismo, mais ont plutôt une portée et une validité générales. Nous pensons que lorsque l'activité de guérilla urbaine a des objectifs de transformation sociale profonde, les formes spécifiques d'action armée incarnées par la pratique de la guérilla urbaine sont insuffisantes, à elles seules, pour obtenir la victoire, c'est-à-dire la destruction de l'appareil armé répressif.

Dans les cas précités de lutte anticoloniale, la guérilla urbaine a généralement fonctionné comme un facteur de pression politique plutôt que comme un facteur décisif dans le domaine militaire. La guérilla urbaine en Israël, à Chypre, et même en Irlande, n'a opéré que comme un élément contribuant à l'obtention d'une solution de compromis, toujours réalisable, dans la mesure où les objectifs poursuivis, à savoir l'obtention de l'indépendance nationale, ne compromettaient pas les fondements du système capitaliste. En d'autres termes, l'obtention de l'indépendance dans tous ces pays semblait être compatible avec l'existence du système capitaliste dans ces pays. Une puissance coloniale réprime et résiste aux mouvements d'indépendance jusqu'à ce que la balance des coûts (coûts militaires et surtout coûts politiques et coûts de prestige) l'emporte sur les avantages. Au moment où les

coûts militaires et politiques de la préservation de la colonie sont supérieurs aux avantages qui en découlent, les colonialistes négocient et - comme dans les cas cités - ils partent.

Pourquoi cela est-il possible ? Parce que normalement, ceux qui acquièrent le pouvoir et exercent la domination après avoir obtenu l'indépendance formelle sont les classes dirigeantes locales, les bourgeoisies locales, qui, d'une certaine manière, parviennent à un "modus vivendi" même avec les puissances impérialistes précédemment dominantes. Il n'y a pas de rupture avec le système capitaliste précédemment dominant. Il n'y a pas de rupture avec le système capitaliste là-bas. Il y a seulement, disons, un réajustement en son sein. Cela n'implique pas de sous-estimer l'importance des mouvements de lutte anticoloniale pour l'indépendance, ni les possibilités qu'ils génèrent. Mais il est utile de clarifier la portée réelle des objectifs poursuivis par ces mouvements, car ils conditionnent les possibilités et la validité de la guérilla urbaine en tant que forme d'action armée. Et puisque nous parlons de la guérilla urbaine uruguayenne, nous nous référons toujours aux exemples de lutte anticoloniale basés sur cette méthodologie d'action militaire.

Dans le cas des dictatures, c'est-à-dire des régimes politiques situés en dehors de la "légalité" bourgeoise, un phénomène quelque peu similaire se produit. Les dictatures résistent tant qu'elles le peuvent, mais si la situation de conflit armé entretenue par la guérilla se prolonge, c'est-à-dire si la dictature s'avère inefficace en tant que facteur de rétablissement de l'"ordre", les classes dirigeantes finissent par abandonner la dictature et négocient le rétablissement des formes libérales-démocratiques. Cela est également possible, comme dans le cas précédent, dans la mesure où l'effondrement dictatorial et la restauration "démocratique" n'impliquent pas de profondes transformations sociales. C'est le cas de la Révolution cubaine tout au long de sa première étape, c'est-à-dire l'étape de la guérilla. Comme on le sait, le processus de radicalisation et d'approfondissement de la Révolution cubaine s'est produit après l'arrivée des guérilleros au pouvoir, c'est-à-dire après l'effondrement de la dictature et la liquidation de son appareil répressif. Le caractère radical de l'élimination de l'appareil répressif est précisément ce qui a rendu possible le processus de radicalisation qui a suivi. Il est bien connu qu'habituellement ces révolutions démocratiques bourgeoises butent, en somme, sur l'obstacle d'une structure organisée persistante de l'appareil répressif dans la phase dictatoriale. Le fait que cela ne se soit pas produit à Cuba ne change rien au caractère bourgeois-démocratique de la Révolution cubaine dans sa phase initiale. Il est bien connu qu'elle a pris un tournant social, réformiste radical et finalement socialiste, tout au long d'un processus qui s'est étendu sur quelques années après l'effondrement de la dictature de Batista.

En bref, si la guérilla rurale foquista a pu prendre le pouvoir à Cuba, c'est parce que les objectifs qu'elle postulait, même dans ce cas, étaient incompatibles avec le système capitaliste et que le pays n'avait pas un caractère réformiste profondément ancré qui rendait ces objectifs non viables dans le cadre du système capitaliste.

Les guérillas, urbaines ou rurales, en tant que forme de lutte armée, auront la possibilité d'obtenir la victoire dans la mesure où les objectifs qu'elles proposent ne sont pas incompatibles avec la validité du système capitaliste.

Nous comprenons la victoire comme la réalisation de l'objectif poursuivi. En d'autres termes, nous comprenons que la guérilla urbaine anticoloniale obtient la victoire dans la mesure où elle obtient l'indépendance, qui est la fin qui est formulée. Alors que la guérilla de la restauration démocratique - appelons-la ainsi - obtient la victoire dans la mesure où elle parvient à l'effondrement de la dictature, qui est la fin qui est proclamée.

Que se passe-t-il avec l'appareil répressif ? Dans le premier cas, dans le cas des guerres coloniales, l'armée d'occupation coloniale part dans son pays. Car l'armée d'occupation NE PEUT pas quitter le pays occupé. Dans le second cas, dans le cas de la guérilla "démocratique", l'armée change de chef ou se démobilise, comme à Cuba.

Ce que les deux processus ont en commun, c'est que le système capitaliste est toujours debout. Le système capitaliste ne semble pas remis en cause par l'action de la guérilla et c'est précisément là que réside la possibilité de victoire, à travers la forme concrète d'action militaire qu'implique la guérilla.

Que se passe-t-il au contraire s'il s'agit d'une révolution au contenu social clair ? Que se passe-t-il si le changement profond du système social est implicite dans l'activité de la guérilla urbaine, si ce qui est en jeu est le système lui-même ? Dans ce cas, les classes dirigeantes ne peuvent pas céder. En Amérique latine, notamment à partir de l'expérience cubaine, il est devenu très clair, tant pour l'impérialisme que pour les classes dirigeantes locales, pour les bourgeoisies locales, qu'il n'y a plus de place pour la négociation. Les classes dominantes ne peuvent pas, en effet, négocier leur disparition et ne peuvent même pas négocier, à ce stade du processus, des

changements trop radicaux au sein du système social, même s'ils n'impliquent pas immédiatement la disparition du système capitaliste en tant que tel.

La possibilité pour le système de "digérer" les réformes dans le contexte économique-politique du continent est extrêmement limitée. L'alternative, donc, pour les classes dirigeantes latino-américaines et l'impérialisme, est de résister jusqu'au bout à tout type de mouvement armé qui remet en cause leur domination. Par conséquent, l'armée qui dépend de ces classes ne peut pas quitter son pays. Cette armée des bourgeoisies locales ne peut pas prendre des bateaux et des avions et partir, elle doit combattre, réussir ou capituler. Elle ne peut pas non plus accepter que les "séditieux" d'hier soient les gouvernants de demain. Ces armées locales résisteront. Leur défaite sera la fin du système et elles résisteront donc jusqu'à la fin.

La question mérite d'être posée crûment : La guérilla urbaine peut-elle, à elle seule, parvenir à la destruction de l'appareil répressif dans la sphère militaire ? En d'autres termes : La guérilla urbaine est-elle une forme militairement appropriée pour consommer une révolution avec des objectifs de transformation sociale radicale, vers une révolution socialiste ? Bien sûr, même dans le cas d'une révolution sociale, l'objectif central de la guérilla urbaine est de mettre en place les conditions politiques qui conduisent à l'effondrement de l'appareil armé des classes dominantes ; un effondrement qui ne se produirait pas à la suite d'une défaite militaire dans une confrontation militaire directe, *mano a mano*, disons, avec les guérilleros. Tout semble indiquer que sa fonction n'est pas de rechercher la victoire dans une telle confrontation avec l'armée. Sa fonction est de générer les conditions politiques qui permettent cette décision militaire victorieuse. Mais pour arriver à cette victoire, il est nécessaire de développer d'autres formes de lutte, qui ne sont plus de type guérilla.

En bref, s'il s'agit de révolution sociale, les guérillas urbaines semblent avoir la fonction idéale de préparer le saut, la transition qualitative vers une autre forme de lutte, par laquelle on peut obtenir une victoire décisive dans le cadre de la guerre dans les zones urbaines, qui est l'insurrection.

La guérilla urbaine, selon nous, n'est donc légitimée que comme un préambule et une préparation nécessaires et essentiels à l'insurrection. Bien sûr, le processus insurrectionnel peut prendre différentes formes, mais il implique toujours un certain volume de participation des secteurs de masse. En fait, il est impossible de concevoir une insurrection sans participation de masse. Le critère qui doit sous-tendre cette question ne se trouve pas dans un plébiscite, ni n'est électoral. Bien que cela puisse paraître évident, il convient néanmoins de le préciser, car souvent, peut-être en raison du poids de l'idéologie électoraliste elle-même que les classes dirigeantes introduisent dans le prolétariat, on a tendance à supposer ou à concevoir un processus insurrectionnel comme une sorte de mobilisation plénière, ou un peu moins, des masses. C'est ce qui se traduit fréquemment par des déclarations populaires que l'on entend habituellement, telles que "sortez dans la rue", "il va se passer quelque chose ici", etc.

Un processus insurrectionnel, bien sûr, peut inclure des manifestations de masse dans la rue, mais ce n'est évidemment pas ce qui est substantiel. Comme toute action armée, une insurrection se décide principalement par des opérations, par la lutte armée et non par des manifestations dans la rue. Par conséquent, lorsque nous faisons référence à la participation nécessaire des masses à un soulèvement insurrectionnel, nous faisons référence à une série d'actions de masse à différents niveaux, étant entendu que le secteur le plus dynamique des masses y participe.

Si nous partons du principe que la participation directe de la majorité de la population, voire de la majorité de la classe ouvrière, est nécessaire, il n'y aurait jamais eu d'insurrection présentant ces caractéristiques. On suppose que, lorsqu'on parle des masses, on fait allusion aux secteurs les plus conscients, les plus combattifs, c'est-à-dire aux secteurs des masses qui effectivement, grâce à un travail politique préalable développé par le parti, sont en mesure de prendre une part active dans un mouvement de ce type. La participation massive, c'est ce qui s'est passé en Espagne en 1936, c'est ce qui s'est passé à Saint-Domingue. Par participation massive, il faut entendre la participation d'une partie des masses, pas nécessairement la moitié plus un des membres de la population ou de la classe ouvrière.

Une autre possibilité insurrectionnelle qui ne peut en aucun cas être exclue en Amérique latine, comme le cas que nous avons déjà cité de Saint-Domingue, est celle qui peut ouvrir la voie à la confrontation entre les secteurs militaires. Cela pourrait se produire lorsque l'un d'entre eux a été gagné politiquement, par un travail

politique délibéré ou par une situation qui l'a conduit au pouvoir pour la cause populaire, pour laquelle il a reçu et admis le soutien des masses et finalement le soutien des guérillas urbaines elles-mêmes.

A notre connaissance, toute forme d'action insurrectionnelle présuppose nécessairement une pratique militaire préalable et l'existence d'un appareil militaire clandestin préalablement organisé, doté d'une capacité opérationnelle et d'une expérience suffisantes pour canaliser, encadrer et mener à bien un processus insurrectionnel. Il convient de le souligner car le bilan des expériences d'insurrections urbaines menées au cours des périodes précédentes conduit à des constats surprenants. Le bilan des insurrections urbaines réalisées dans les années 20, par exemple par les partis communistes en Europe et en Chine, alors animés depuis le Comintern par une orientation révolutionnaire, montre que l'un des facteurs fondamentaux de leur échec a été la préparation préalable limitée. En d'autres termes, le faible développement préalable d'un appareil militaire spécifique, professionnalisé, disons, dans la pratique militaire avant l'insurrection. Bien que la participation des masses apparaisse évidemment comme une condition indispensable, essentielle au succès d'une insurrection armée urbaine, le bilan de l'expérience accumulée démontre clairement que le développement d'un appareil armé clandestin est une autre condition non moins essentielle au succès. Ceci est valable même dans le cas où le soutien est obtenu d'un secteur plus ou moins important de l'armée bourgeoise elle-même.

Bien sûr, un troisième élément qui doit être pris en compte en permanence - nous espérons pouvoir développer tout cela plus largement à une autre occasion - est l'indispensable nécessité d'un travail politique sur l'appareil répressif des classes dominantes.

Nous pouvons définir trois conditions indispensables au succès d'une insurrection armée urbaine : 1) La participation de secteurs importants des masses à travers des actions à différents niveaux ; 2) L'existence préalable d'un appareil armé clandestin avec une expérience militaire déjà acquise, qui se trouve à l'avant-garde du processus ; 3) L'existence d'un travail politique préalable concernant les éléments de l'appareil répressif. Ces trois conditions supposent évidemment l'existence d'un travail politique préalable détaillé, qui ne peut être réalisé que par le parti en tant qu'organisation capable de développer, de promouvoir et d'harmoniser ces diverses activités à partir d'un centre de décision commun.

Cette conception de l'insurrection armée conduit, une fois de plus, à la conclusion que la structuration du parti est l'objectif fondamental de l'étape de traitement des conditions de l'insurrection et non l'inverse. En d'autres termes, l'action armée est traitée par un centre politique et le centre politique n'est pas traité par l'action armée.

Permettez-nous d'être plus précis, car lorsque nous parlons d'insurrection, nous courons le risque que ce terme soit un peu pauvre en contenu. Depuis ses débuts, la lutte armée en Amérique latine est tellement imprégnée de l'idée que sa forme fondamentale et presque unique est la guérilla, que dans la mentalité générale, le terme insurrection dit et évoque peu de choses. Ou alors, ce qu'il évoque, c'est précisément l'idée de foules descendant dans la rue, etc. Lorsque nous nous référons aux insurrections armées urbaines, nous parlons de type "Bogotzo", de type "Cordobazo" ou de type Saint-Domingue, avec la participation active, en outre, d'un appareil armé développé antérieurement, le tout sous la direction d'un parti révolutionnaire.

Nous comprenons qu'à Cordoue, à Bogota, à Saint-Domingue, les conditions existaient pour une participation massive à l'insurrection. Ce qui n'a pas existé à Cordoue, ce qui n'a pas existé à Bogota, ce qui n'a même pas existé à Saint-Domingue (où ce rôle a été assumé par une fraction de l'armée), c'est l'organisation préalable d'un appareil armé, expérimenté, capable de diriger le processus et en mesure d'inclure dans le processus d'actions de masse les opérations militaires spécifiques qui auraient eu une importance critique. Bien entendu, nous laissons temporairement de côté le problème de la stabilisation d'une situation insurrectionnelle à Cordoue comme exemple. Nous soulevons la question et essayons de l'encadrer dans certains schémas. Il est plus que douteux, en effet, qu'un régime établi par un processus insurrectionnel dans la ville de Cordoue puisse être maintenu. Mais nous nous référons à une étape spécifique d'un processus de lutte armée en essayant de confronter d'autres hypothèses de la conception foquista sur le sujet.

Peut-être serait-il utile, pour clarifier définitivement cette approche, de comparer cette conception avec ce qui constitue la soi-disant "guerre du peuple", également appelée "modèle asiatique", appliquée en Chine et maintenant au Vietnam, théorisée à l'origine par Mao et adaptée ensuite par Giap à l'environnement vietnamien. Cette conception est centrée, comme le foquismo originel, sur l'importance décisive de la guérilla rurale et

soutient la nécessité de la convertir, par étapes réversibles, en une armée régulière. La guerre populaire, la "guerre asiatique", telle que décrite par ses théoriciens, n'est ni plus ni moins que le processus par lequel la guérilla urbaine, conçue en des termes assez semblables à ceux posés à Cuba, se transforme en une armée révolutionnaire. Elle théorise le passage de l'action de type guérilla à la campagne ouverte, à la guerre classique et à la guerre de campagne, par un processus souple, échelonné en étapes réversibles. Dans les conditions de la guerre d'Indochine, Mao, et plus encore Giap, insistent beaucoup sur la nécessaire préservation de la possibilité de revenir en arrière, de reconverter l'armée régulière en milices locales et de reconverter même l'échelon de milice en guérilla à nouveau, si la corrélation des forces est trop défavorable. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en Indochine, au moment où l'intervention massive des troupes nord-américaines a conduit les commandants vietnamiens à revenir, pour une période relativement longue, à la guérilla. Au stade précédent, lorsqu'ils combattaient principalement l'armée fantoche de Saïgon, le stade de la guerre classique était déjà passé.

De nos jours, l'évolution de la guérilla rurale à la guerre rurale s'est reproduite à nouveau. La guerre vietnamienne illustre brillamment le degré de flexibilité, de malléabilité qui est nécessaire dans tous les types de guerre prolongée. Une malléabilité et une flexibilité qui ne sont possibles, naturellement, que sur la base d'un niveau profond de politisation, non seulement du personnel, mais des masses elles-mêmes. Il aurait été impossible pour les soldats et pour le peuple vietnamien en général, de "digérer", sans démoralisation grave, la nécessité de restructurer l'armée régulière (qui en 1963 opérait déjà en guerre de campagne) en guérilla lorsque l'intervention massive nord-américaine a commencé, s'il n'y avait pas eu un solide travail de préparation politique à tous les niveaux : au niveau de l'appareil armé et au niveau de la population civile elle-même.

Toute guerre prolongée, quelle que soit la forme ou la méthodologie qu'elle implique, nécessite une politisation intensive des cadres militaires et un travail politique efficace au niveau des masses, afin que les virages et les changements qu'elle implique nécessairement soient correctement compris et assimilés. Ce n'est que dans une perspective à court terme que l'on peut sous-estimer l'importance du travail politique à tous les niveaux. Ce n'est que dans une perspective à court terme que l'on peut sous-estimer l'importance d'un parti, définitivement, comme le seul instrument approprié pour mener à bien ce travail politique.

Nous avons jugé utile de faire cette déclaration sur les critères de base de la soi-disant "guerre populaire" pour rendre manifeste la différence fondamentale entre celle-ci et le concept de guerre en milieu urbain que nous sommes obligés de développer dans notre cadre. Les matériaux que nous présentons n'ont d'autre aspiration que d'être une première approximation pour permettre la discussion. Par conséquent, le concept central fondamental de la guerre populaire, est le résultat militaire et la victoire dans ce cadre est située sur le même plan que la guerre classique. L'issue militaire de la guerre populaire est recherchée par la confrontation entre armées régulières, par des campagnes de guerre de campagne.

La formation de guérillas, de bases de soutien avec occupation de terres, les étapes intermédiaires des milices locales, tout cela présuppose et pointe vers un point culminant dans la formation d'une armée régulière, capable de vaincre l'ennemi et son armée régulière dans des batailles rangées classiques. La théorie Mao-Giap montre, en bref, comment une armée révolutionnaire régulière peut être formée, en marge de l'appareil d'État bourgeois ou colonial, et comment elle peut remporter la victoire dans une guerre populaire, dans une guerre de campagne contre l'armée bourgeoise ou coloniale. La guerre prolongée de Mao s'est terminée, comme on le sait, par la campagne de 1948, année où l'armée communiste a "conquis" toute la Chine en battant l'armée de Chang Kai Sheck dans une guerre régulière. La guerre contre les Français en Indochine, s'est terminée par la défaite militaire des colonialistes à Diem Bien Phu, une défaite qui a fait basculer l'échelle de la balance calculée par le commandement français dans le négatif et a poussé la France à négocier. Dans la soi-disant "guerre du peuple", on commence donc par la guérilla rurale (comme dans la conception orthodoxe de la foquista cubaine) pour finir par l'armée du peuple, qui est une armée de campagne.

Cette conception peut-elle être transférée aux conditions de l'Uruguay où les objectifs de l'action armée sont essentiellement sociaux? Peut-on structurer correctement une armée dans les villes sur la base de la guérilla urbaine? Cela nous semble pour le moins extrêmement difficile. A partir d'un niveau d'action armée dans la ville, avec des caractéristiques de guérilla urbaine, on peut arriver à un harcèlement intense des forces ennemies, mais le facteur décisif se fait par une insurrection populaire urbaine.

La phase finale de la guerre prolongée conçue en termes de "guerre populaire" ou de "modèle asiatique" consiste en une campagne militaire selon des lignes directrices plus ou moins classiques, c'est-à-dire une guerre régulière entre des armées régulières. La phase finale de la guerre que nous devons développer dans notre environnement, à partir de la guérilla urbaine, se termine par une insurrection qui est aussi fondamentalement urbaine.

Nous nous référons bien sûr aux termes dans lesquels ce problème se pose dans le cadre de la formation sociale uruguayenne. Bien entendu, si nous projetons ce problème à la dimension générale de l'Amérique latine, la position de la Guerre des Peuples n'est pas a priori exclue, même s'il faudrait la soumettre à une critique assez minutieuse basée sur les évaluations fondamentalement vraies de la "Guerre des Peuples" formulées par Régis Debray dans "La Révolution dans la Révolution?". Il souligne que même dans les zones rurales latino-américaines, la situation est loin d'être équivalente à celle des pays asiatiques, en raison d'une série de circonstances spécifiques : faible population, implantation locale d'un appareil répressif, caractéristiques particulières de la structure sociale de la paysannerie, etc.

Il est évident que le caractère fondamentalement urbain de la lutte chez nous, tant dans sa phase initiale de guérilla urbaine que dans la phase de sa résolution insurrectionnelle, donne une importance plus grave, plus décisive si possible, que dans la "guerre populaire" asiatique à la dimension politique de la pratique militaire. L'action militaire en milieu urbain rend le lien avec les masses décisif dans le sens où, dès le début, le fonctionnement de l'appareil armé doit être guidé par un critère d'action par et pour les masses. Les caractéristiques urbaines de la guerre la conditionnent politiquement beaucoup plus que tout autre type de tactique militaire révolutionnaire, car le développement de l'appareil armé clandestin ne constitue pas, militairement parlant, une fin en soi, mais plutôt un moyen de contribuer à promouvoir un développement politique des masses. L'issue insurrectionnelle réussie implique l'idée de ce travail politique préalable.

L'insurrection ne peut être victorieuse que dans la mesure où cette action de préparation politique préalable (au sein de laquelle l'activité de la guérilla urbaine est un élément fondamental), a été pleinement développée. Cela se produit parce que, en définitive, le résultat insurrectionnel ne dépendra pas de façon centrale du développement militaro-technique préalable de l'appareil armé, mais plutôt de l'efficacité avec laquelle il aura réussi à s'insérer et à graviter au niveau des masses avec lesquelles il sera possible d'obtenir une victoire décisive par des moyens insurrectionnels. L'efficacité avec laquelle la guérilla urbaine aura réussi à s'insérer dépendra plus de la justesse de sa ligne et de son action politique que de son développement technique. Sans sous-estimer, bien sûr, la nécessité d'un développement technique spécifique de l'appareil armé. Comme nous l'avons déjà dit, cela constitue un facteur indispensable pour tout succès insurrectionnel dans la mesure où ce sont les protagonistes qui sont le fer de lance¹ des actions armées qui déterminent le succès de l'insurrection. La justesse du travail dans les masses par l'appareil armé présuppose bien sûr l'existence et l'action d'un parti qui dirige tout le processus et dont la pratique politique dépasse largement les limites d'une pratique militaire exclusive. La justesse de cette action de masse, disons-nous, dépend de la possibilité de développer les conditions de l'insurrection.

Certaines questions pourraient porter sur l'hypothèse selon laquelle il est, sinon impossible, du moins extrêmement difficile, de former une armée (avec des caractéristiques régulières) basée sur la guérilla urbaine. Nous approfondissons donc l'hypothèse selon laquelle la guérilla urbaine en tant que telle ne peut pas obtenir une victoire militaire en guerre ouverte sur une armée dans un environnement urbain. En d'autres termes, ce que nous cherchons à étayer, c'est l'affirmation selon laquelle la guérilla urbaine ne peut s'élever, en tant que forme supérieure à une issue insurrectionnelle et ne peut être supérieure (du moins sans extrême difficulté), à la formation d'une armée régulière pour une action décisive dans l'environnement urbain. C'est-à-dire par une victoire militaire dans une guerre régulière.

Partant de la guérilla rurale, elle doit nécessairement passer par un stade de formation intermédiaire pour devenir une armée régulière capable de développer une campagne de guerre classique, condition préalable à l'issue militaire. Tandis que, à partir de la guérilla urbaine, il n'est pas possible de constituer une armée régulière

1. La traduction directe est vanguardiser

et il faudrait passer directement à l'insurrection. Entre la guérilla rurale et la victoire, il existe une guerre régulière.

Entre la guérilla urbaine et la victoire, il n'y a qu'une insurrection. D'où l'extrême délicatesse du moment insurrectionnel, car dans une large mesure, l'expérience insurrectionnelle est irréversible. Une insurrection se termine soit par une victoire, soit par une grave défaite. En revanche, l'étape intermédiaire entre la guérilla rurale et la victoire, constituée par une période de guerre régulière, n'a pas autant de gravité qu'un choix politique vers une conjoncture insurrectionnelle.

En conséquence, la guérilla urbaine est condamnée, disons, à n'être que cela, une guérilla, une guérilla urbaine, jusqu'au moment, nécessairement très bien choisi, d'une insurrection généralisée. Il serait long et sûrement inopportun d'exposer ici toutes les raisons techniques qui, à notre avis, en Uruguay, empêchent de façon décisive la transformation d'une guérilla urbaine en une armée capable de disputer la victoire à l'ennemi en action ouverte, c'est-à-dire en combat formel. Bien entendu, lorsque nous faisons référence à l'action ouverte, au combat formel, nous ne nous référons pas à l'insurrection que nous avons définie comme l'aboutissement nécessaire du processus de guérilla urbaine, mais à une sorte d'étape préalable qui, dans la conception foquista du MLN, devait être définie comme "la guerre". Une sorte d'étape intermédiaire, insérée entre l'activité strictement de guérilla et l'issue armée. L'hypothèse insurrectionnelle, jamais formulée en termes précis par le MLN, pouvait être implicitement considérée comme l'aboutissement du processus qu'il définissait comme une "guerre" ou une "campagne de harcèlement".

Il semble clair qu'entre la guérilla et l'insurrection, le MLN a entrevu la possibilité d'une période d'opérations fréquentes, mais relativement importantes, qui deviendrait l'équivalent, dans un environnement urbain, de la période de guerre rurale régulière conçue dans la "guerre populaire asiatique". Cette hypothèse est corroborée par la tentative manifeste d'étendre les opérations militaires à la campagne. On pourrait considérer que ce que le MLN a essayé de mettre en pratique à partir d'avril, était une modalité opérationnelle à peu près similaire à celle développée par Grivas et l'EOKA à Chypre. En d'autres termes, une activité urbaine intense parallèlement à l'action de groupes opérationnels, assez restreints numériquement, dans les campagnes. Bien entendu, cette phase opérationnelle n'a pas été suffisamment définie par la direction du MLN. Ainsi, les termes dans lesquels les choses se sont passées ne permettent pas de se faire une idée claire des modalités et des objectifs que les dirigeants du M.L.N. entendaient atteindre dans leur évaluation de cette intensification opérationnelle en tant que "guerre".

Il semble assez clair, d'après les documents publiés et les faits, qu'en avril, la direction du MLN envisageait un changement qualitatif des niveaux d'action menés jusque-là. Cela aurait signifié un saut qualitatif en termes de dimension des opérations qui étaient menées. Le fait que ces opérations n'aient pas eu l'occasion d'être réalisées, en raison de l'évolution des événements, n'empêche pas de considérer qu'elles visaient à incorporer la défense de la "légalité" dans leurs objectifs. Ainsi, le MLN concevait qu'il deviendrait l'avant-garde d'un mouvement populaire plus large qui pourrait éventuellement adopter la bannière de la restauration démocratique.

Si la répression militaire avait été surmontée comme la répression policière l'avait été auparavant, cela aurait créé une situation très difficile pour les classes dirigeantes uruguayennes et pour son gouvernement déjà ouvertement dictatorial. En tant que telle, la politique du MLN aurait pu entraîner une intervention étrangère. Si cela s'était produit, ils seraient tombés entre les mains du MLN qui, outre la bannière de la défense de la "démocratie" libérale, aurait également brandi la bannière de la défense de la nation. Un tel événement aurait fini par transformer la cause sociale en cause nationale, avec pour conséquence l'élargissement des possibilités politiques du Mouvement dans les masses.

La guérilla, initiée par des objectifs sociaux, serait ainsi convertie dans la mesure où elle endure et dépasse la répression de l'armée dans la lutte pour les libertés démocratiques et la défense de la souveraineté. Car si elle submergeait l'armée comme elle l'a fait auparavant avec la police, le seul recours qui resterait aux classes dirigeantes serait d'ouvrir la voie à une intervention étrangère.

Partie 2

Si c'est vraiment ce qui était recherché, cela implique un sérieux manque de perspective, une évaluation très erronée de la situation militaire, de leurs propres possibilités et de celles de l'ennemi, de la corrélation des forces. Et aussi, bien sûr, une évaluation inadéquate de la situation politique. C'est-à-dire, des possibilités du système de "digérer" des niveaux très élevés de violence, sans être obligé de briser de manière décisive les voiles idéologiques qui dissimulent son essence dictatoriale et qui lui permettent de maintenir l'ascendant et l'hégémonie sur de larges secteurs des masses.

Ce n'est pas l'aspect fondamental que nous souhaitons analyser maintenant, mais plutôt d'insister sur le visage spécifiquement militaire de cette politique que le MLN entendait entreprendre en avril. Nous pensons que l'analyse des caractéristiques de ce changement est vérifiée par les énormes difficultés que rencontre une guérilla urbaine pour atteindre des niveaux opérationnels plus élevés, ceux qui équivalent approximativement à une guerre régulière. En d'autres termes, comment la guérilla urbaine est dans une certaine mesure condamnée à être une guérilla jusqu'au moment de l'insurrection et ne peut pas se convertir correctement en une armée. Nous allons nécessairement discuter cela de façon schématique, car sinon nous irions trop loin dans certaines des raisons qui déterminent cela.

En premier lieu, le développement quantitatif des effets apparaît très clairement comme inversement proportionnel, disons, au degré de sécurité d'un appareil armé urbain, qui par définition, est toujours en présence de l'ennemi et exposé dans des conditions de dispersion à l'action répressive. Nous pensons que l'une des raisons déterminantes de l'effondrement rapide dont a souffert le MLN réside précisément dans le fait d'avoir dépassé les limites compatibles avec la sécurité, en termes de développement quantitatif de ses effectifs.

Ce raisonnement explique la faible dimension que l'on voit systématiquement attribuée aux mouvements de guérilla urbaine. A cet effet, nous nous référons à la description des troupes de l'EOKA, par exemple, qui est faite dans "La guerre de la puce" et donnée par Grivas dans son livre "Guerra de guerrillas"; ainsi que la description des troupes de l'IRA dans la même "Guerre de la puce" et "La guerre d'Irlande" de Vicente Talón. Des références similaires ont été données par Menahem Begin sur l'IRA de Palestine dans "Rebellion in the Holy Land". De manière générale, on peut dire que pratiquement toutes les guérillas urbaines qui ont opéré au cours de l'histoire ont eu des effectifs extrêmement réduits, mesurables en quantités ne dépassant pas quelques centaines de combattants. Et jamais plus que cela. Nous répétons que l'une des raisons qui nous semble accentuer de manière significative la vulnérabilité du MLN était leur violation de ce type de loi de saturation.

Une autre circonstance notoire est que la guérilla urbaine n'a pas d'arrière-garde, elle ne domine pas l'espace, elle n'a donc pas de lieu de retraite sûr au sol. En milieu urbain, l'ennemi est évidemment en possession de l'ensemble du territoire et la seule retraite qui reste à la guérilla urbaine est l'infrastructure qu'elle génère.

Le développement quantitatif des effectifs mentionnés ci-dessus exerce nécessairement une pression sur la disponibilité des infrastructures, dont le développement, à son tour, tend à être beaucoup plus lent et plus difficile que le recrutement lui-même. La croissance du personnel combattant conduit inévitablement, à un certain point, à un "goulot d'étranglement" dans le domaine des infrastructures et des installations connexes. Cela nous semble tout à fait clair et c'est ce que l'expérience entière indique. Il est beaucoup plus difficile, surtout lorsqu'on atteint un certain rythme d'opération, d'obtenir des planques et le montage d'installations correspondant à une organisation clandestine, que dans le recrutement de combattants. L'expérience du MLN corrobore également cette affirmation puisque, bien qu'il y ait eu un puissant développement des infrastructures, la disponibilité des effectifs dépassait de loin leurs possibilités. D'autre part, en termes de répression, ce qui a été perdu et perdu sans remède, ce sont les planques, qui ne peuvent pas se déplacer, disons. Et les équipements lourds vous empêchent de vous déplacer avec agilité. Ce qui peut le plus facilement échapper à une action répressive est évidemment ce qui peut se déplacer et dans ce monde, ce qui peut le plus se déplacer, ce sont les gens.

En fin de compte, la balance penche du côté de l'infrastructure et de la détérioration des installations corrélative à l'effondrement des planques. C'est précisément là, en termes généraux, que s'ouvre le flanc le plus vulnérable de toute organisation clandestine et c'est cette vulnérabilité qui croît dans la même mesure que le nombre de personnes dans ces organisations s'étend ou augmente.

Dans un autre aspect, même si les guérillas urbaines sont nombreuses, parce qu'elles opèrent toujours en territoire ennemi, cela présente d'énormes difficultés à se concentrer suffisamment pour être décisif dans les affrontements majeurs. Par conséquent, éviter ce type de confrontation est une loi opérationnelle. Il est bien

connu que pendant de longues périodes, surtout dans les premiers temps, il est normal dans toute activité de guérilla d'éviter autant que possible les rencontres avec l'ennemi. Mais il se trouve que sans confrontation, sans "batailles", disons, il n'y a aucune possibilité de destruction militaire de l'armée ennemie. En évitant les confrontations, une situation armée décisive ne peut être atteinte. La guérilla urbaine peut obtenir de grands effets politiques sur l'ennemi, mais la fonction de cette caractéristique que nous relevons, montre qu'il lui est très difficile d'obtenir des victoires militaires importantes. La difficulté de concentration, effet de la présence permanente en territoire ennemi, fait que dans les confrontations directes, la guérilla urbaine est normalement plus faible que son adversaire, ce qui entraîne la nécessité d'éviter complètement ces confrontations et donc l'impossibilité technique de parvenir à la destruction de l'armée adverse.

En résumé, la guérilla urbaine, jusqu'au moment insurrectionnel, est confinée à la défensive stratégique, même si elle peut circonstanciellement prendre l'offensive tactique. Elle ne peut frapper l'ennemi que sporadiquement, menant une guerre sans dimension territoriale et donc sans fronts ni actions soutenues. Si l'ennemi n'a pas non plus de fronts stables, puisque ceux-ci se créent et disparaissent à chaque action, il contrôle néanmoins le terrain et a l'offensive stratégique en permanence entre ses mains.

La victoire militaire nécessite, en quelque sorte, de passer à l'offensive stratégique. L'impossibilité pour la guérilla de passer à l'offensive stratégique transfère les "effets" de l'offensive dans la sphère politique. La seule offensive militaire décisive en milieu urbain qui puisse aboutir à la destruction de l'appareil répressif est l'insurrection, qui est à son tour une éventualité irréversible. Soit la victoire finale est obtenue, soit elle signifie une grave défaite au niveau militaire.

En définitive, la guérilla urbaine semble être nécessairement confinée à la stratégie défensive. L'offensive stratégique possible pour la guérilla urbaine consiste en l'insurrection. Puisque l'offensive stratégique est une condition indispensable à la victoire et que l'insurrection est sa seule forme urbaine, seule l'insurrection permet de remporter la victoire.

A cette fin, l'insurrection, comme nous l'avons déjà dit, présuppose trois conditions : la disponibilité d'un appareil armé clandestin préalablement organisé et expérimenté ; le soutien des masses ou des secteurs de masse suffisamment importants pour graviter autour de l'acte insurrectionnel tout en y participant activement ; et un travail politique préalable qui permette la démoralisation ou la désintégration, aussi large que possible, de l'appareil répressif. Bien entendu, une action insurrectionnelle présuppose une évaluation minutieuse des facteurs politiques et il est absolument impossible de la déduire d'une décision volontariste de l'appareil armé, aussi importante soit-elle. Une insurrection isolée des masses est totalement inconcevable. Une campagne de harcèlement, telle que celle proposée par le MLN à partir du mois d'avril, dans la mesure où elle n'indique pas une issue insurrectionnelle, ne sera pas capable, à elle seule, d'entraîner la liquidation de l'appareil armé bourgeois. Le harcèlement, quelle que soit son intensité, reste enfermé dans la caractéristique stratégique défensive. Seule l'insurrection présuppose le dépassement de la défensive stratégique et le passage au stade de l'offensive stratégique.

Les implications politiques évidentes d'un processus insurrectionnel excluent totalement la possibilité de l'aborder à partir d'une approche foquista. L'insurrection nécessite l'existence préalable d'un parti et le développement de son propre appareil armé capable d'opérer pendant une longue période en tant que guérilla urbaine. Le succès d'une insurrection ne peut reposer sur la spontanéité des masses et ne peut reposer sur le volontarisme de l'appareil armé, opérant isolé ou plus ou moins isolé des masses. La conception insurrectionnelle de la destruction du pouvoir bourgeois exige un travail à deux niveaux : au niveau des masses pour créer les conditions politiques de l'insurrection ; et au niveau armé pour créer l'appareil qui, avant l'insurrection, structure ses cadres et est l'élément de choc, de rupture vers le processus insurrectionnel.

Dans les conditions concrètes de notre formation sociale/nationale, il ne peut être prouvé qu'un processus insurrectionnel victorieux soit suffisant en soi pour établir le pouvoir populaire en Uruguay. Nous devons partir du principe que la destruction du pouvoir bourgeois dans notre pays n'est que l'ouverture d'une nouvelle étape de lutte contre l'intervention étrangère. Il serait absurde de concevoir un "socialisme dans un seul pays" en Uruguay.

A partir de la destruction du pouvoir bourgeois en Uruguay, la lutte s'internationalise vers l'extérieur et devient nationale vers l'intérieur, dans le sens où l'intervention étrangère est pratiquement inévitable étant

donné la situation géopolitique. L'intervention politique de la bourgeoisie des pays voisins ou directement de l'impérialisme, transforme nécessairement la révolution sociale en une révolution de défense de l'indépendance nationale. En même temps, elle transfère les effets de la révolution uruguayenne aux pays voisins. Dans la mesure où la révolution triomphe en Uruguay, elle ne pourra pas, par elle-même, s'établir ici seule, mais elle sera capable d'initier une étape d'internationalisation des effets politiques révolutionnaires. Alors commence la 2^e période de lutte prolongée contre l'intervention étrangère, une période dans laquelle le sort ou le destin de la région est impliqué et pas seulement de notre pays. Selon cette conception, l'Uruguay ne jouerait pas pour le sort du seul pays, mais pour le sort de la révolution dans la région.

L'Uruguay constitue le point de plus grande vulnérabilité dans la chaîne impérialiste régionale, dans la mesure où c'est un pays dépourvu d'ouvertures bourgeoises viables. La bourgeoisie uruguayenne a été incapable de formuler un projet, un modèle de développement qui lui permette d'échapper au processus de détérioration socio-économique croissante qu'elle subit depuis des décennies. La tendance à la détérioration dans tous les domaines, loin de s'affaiblir, ne cesse de s'accroître. La détérioration passe progressivement du niveau économique, déterminant ultime, aux niveaux politique et idéologique. La capacité réelle des classes dirigeantes uruguayennes à faire face à la révolution diminue au fur et à mesure que la détérioration s'accroît.

Les classes dominantes, nous insistons, n'ont pas été capables et ne semblent pas avoir les moyens de formuler un projet pour surmonter cette situation. Leur seule réponse a été d'intensifier la répression, ce qui, bien qu'elle leur ait valu des succès dans le domaine militaire, constitue sans aucun doute une réponse politiquement invalide et pleine de risques pour l'avenir. La polarisation des luttes en Uruguay, due à cette circonstance, c'est-à-dire à l'absence d'une solution bourgeoise, est pratiquement inévitable dans la mesure où le processus de détérioration se poursuit. Rien ne suggère, jour après jour, son arrêt, ni même sa stagnation. Au contraire, par périodes, il acquiert une plus grande vitesse. Pour l'avenir, c'est cette situation qui légitime pleinement la validité de l'action armée dans notre pays.

La viabilité d'une issue insurrectionnelle doit également tenir compte de la situation interne et globale de la région, dont l'aspect le plus dangereux est ancré dans le développement bourgeois du Brésil. L'inévitable internationalisation de la révolution uruguayenne en tant que processus armé, c'est-à-dire le fait qu'elle se termine inévitablement par une intervention étrangère, semble suggérer la pertinence d'une étape très prolongée de lutte de guérilla avant d'atteindre une issue insurrectionnelle dont la situation doit être très précisément choisie.

Il est clair, d'après ce qui est dit ici, que dans le cadre de notre conception stratégique, il y a aussi place pour un "moment national" du processus révolutionnaire, qui peut établir une similitude apparente avec le foco. Cependant, nous pensons que le moment de la lutte pour l'indépendance nationale est également postérieur dans le temps au moment social, c'est-à-dire à l'étape sociale initiale, celle de la motivation sociale de la lutte de guérilla. Il est évident que, compte tenu des conditions particulières de notre pays, il est pratiquement inconcevable d'établir un régime de type socialiste, ou la réalisation de profondes transformations sociales sans compter sur l'intervention de la bourgeoisie voisine. D'autre part, notre pays est totalement immergé dans un processus d'intégration régionale, qui n'est rien d'autre que la réalisation du processus d'intégration générale, corrélatif au stade de pénétration du capitalisme monopoliste en Amérique latine. En d'autres termes, ce qui se passe, c'est que l'Uruguay, par divers moyens, s'intègre de plus en plus dans l'environnement économique des pays voisins. Cela peut constituer et constitue, bien sûr, une zone de friction entre les bourgeoisies dépendantes de ces pays voisins.

Sans aucun doute, tout semble indiquer que l'Uruguay bourgeois ne serait pas viable à long terme. La domination bourgeoise dans notre pays, par conséquent, est largement associée à la perspective d'une intégration dépendante par rapport à la bourgeoisie des pays voisins. Le destin de l'Uruguay en tant que pays indépendant sous domination bourgeoise ne semble pas être viable. La domination bourgeoise et la persistance d'une réelle indépendance politique apparaissent comme des termes contradictoires. Avec le temps, le pays va perdre de plus en plus son indépendance réelle malgré le maintien d'une indépendance formelle, dont l'invalidité dans la sphère de la réalité sera de plus en plus évidente pour tous. Si, dans le contexte de sa détérioration et de l'intégration régionale monopolistique croissante, l'Uruguay bourgeois est prédestiné à s'intégrer aux pays voisins et à perdre son indépendance, la seule façon viable pour que cette indépendance perdure et devienne une réalité est de

surmonter la structure bourgeoise dans notre pays. Dans le cadre du système capitaliste, l'Uruguay est destiné à perdre progressivement son indépendance. Ce n'est qu'en cessant d'être capitaliste qu'il pourra préserver son statut de nation indépendante. C'est ainsi que le socialisme et le nationalisme arrivent véritablement à une convergence finale.

Toute conception de la nation est inséparable d'une perspective de classe. La patrie (*patria*) selon la notion bourgeoise est la patrie de la bourgeoisie. La nation dans la conception prolétarienne n'est que la nation socialiste et donc la revendication de l'indépendance nationale et sa consécration par un processus de lutte armée s'identifie à la lutte pour le socialisme. L'Uruguay sera indépendant s'il est socialiste ou il ne sera pas indépendant. Le capitalisme et la dépendance croissante sont des termes inséparables. L'indépendance politique est incompatible avec la validité du capitalisme dans notre pays, car elle conduit inexorablement à une dépendance croissante, non seulement à l'égard de l'impérialisme yankee, mais aussi des bourgeoisies des pays voisins, qui sont elles aussi dépendantes, bien sûr. La bourgeoisie uruguayenne sera nécessairement dépendante des bourgeoisies qui sont elles-mêmes dépendantes. D'une part, ce processus sera d'autant plus rapide, que les bourgeoisies dépendantes voisines seront développées. D'autre part, il sera aussi plus grand, plus aigu et irréversible, comme produit de la dégradation socio-économique à laquelle la domination bourgeoise dépendante entraîne le pays. Une véritable indépendance nationale exige donc le renversement du pouvoir bourgeois dans le pays.

La guérilla fondée sur des motivations sociales acquerra à un moment donné des connotations nationales significatives. Une insurrection socialiste, ou du moins une insurrection visant des changements radicaux, sera sans aucun doute aussi une insurrection à des fins nationales.

Nous comprenons que l'association des valeurs socialistes aux valeurs idéologiques nationalistes est un élément important pour élargir la sphère d'action idéologique de la révolution. A cette fin, nous ne voulons pas nous introduire ici dans une analyse théorique concernant le contenu et la portée du " patriotisme " en tant qu'idéologie. Nous voulons seulement formuler l'hypothèse de sa mise en œuvre en tant qu'élément idéologique, sans impliquer une négation de la nécessité d'ajustements pour le placer dans la conception socialiste générale. Il nous semble que la différence, puisque nous y sommes déjà, est l'appréciation qu'il convient de porter sur l'idéologie libérale-démocratique. Nous avons déjà dit plus d'une fois, que le schéma opérationnel du *foco* supposait l'initiation d'une activité militaire basée sur des motivations sociales, puis ultérieurement prolongeable vers la réhabilitation de la démocratie libérale (après que cette même action ait généré des facteurs répressifs suffisants et prolongeables) et aussi vers la défense de la cause nationale, seulement dans la mesure où elle motivait une intervention extérieure. En ce qui concerne le lien entre les motivations sociales de la lutte armée et de la lutte nationale, nous avons suggéré autre chose ci-dessus.

En ce qui concerne le lien entre les motivations sociales et les valeurs idéologiques libérales-démocratiques, nous pensons que le comportement doit être différent. Nous ne pensons pas que les institutions libérales-démocratiques puissent en aucun cas être revendiquées comme un objectif de la lutte. Nous pensons qu'il faut proposer dès maintenant un mouvement authentiquement révolutionnaire et des objectifs d'organisation politique différents de l'État bourgeois traditionnel dans la mesure où cela est possible et compatible avec le niveau de compréhension populaire. La structure de l'État bourgeois doit être dénoncée et combattue sur le plan idéologique dès maintenant. Par conséquent, nous ne partageons pas du tout la perspective d'une lutte pro-démocratique, comme le pose le *foco*. La révolution uruguayenne sera socialiste et nationale, mais elle ne doit pas être libérale-démocratique. Elle doit postuler une structure de pouvoir totalement différente. Cela implique le travail de conception de formes de pouvoir populaire, la critique systématique des niveaux d'organisation juridico-politiques de l'État bourgeois dépendant, et la critique de l'idéologie politique qui soutient et informe cette structure d'État bourgeois dépendant.

En essayant de résumer les aspects militaires de la pratique *foquista*, énonçons les points suivants : Le *foquismo* dans sa version MLN postule le critère selon lequel l'activité armée peut à elle seule générer les conditions politiques de la révolution. Mais en quoi consiste la génération de ces conditions politiques ? En premier lieu, l'activité initiale du *foco* polarise l'opinion des secteurs les plus politisés autour de lui. L'activité soutenue du *foco* engendrerait la répression, ce qui conduirait tôt ou tard à l'altération du cadre institutionnel démocratique. Après l'existence d'une dictature, la lutte contre celle-ci polariserait autour du *foco* l'ensemble de l'opinion politique qui n'est pas déjà révolutionnaire, pas seulement la gauche, mais même les libéraux. Dans la

mesure où le foco se maintiendrait, en opérant toujours à des niveaux plus élevés, cela finirait par générer une intervention étrangère. Dans la mesure où le foco se maintient, en opérant toujours à des niveaux plus élevés, il finit par susciter une intervention étrangère. En termes politiques, la guérilla initiée par des motivations sociales, acquiert ensuite un contenu politique démocratique et finalement, dans la phase finale, le contenu d'une guerre nationale. Le foco générerait donc, en partant à l'envers, disons, les conditions politiques qui traditionnellement (comme dans le cas cubain) ont généré la dictature. Au lieu d'être une réponse à une dictature ou à une situation coloniale brutale, le foco les génère. Au lieu d'être une réponse à une dictature ouverte, l'accent serait mis sur la dictature. Au lieu d'être une réponse à la domination étrangère directe, le foco attirerait la domination étrangère directe. En vertu de cela, le foco capitaliserait sans avoir besoin d'une lutte idéologique préalable, c'est-à-dire sans avoir besoin de briser les structures idéologiques bourgeoises. La stratégie foquista prétend être un raccourci précisément pour cette raison : parce qu'elle serait une tentative de canaliser rapidement l'idéologie bourgeoise elle-même vers la cause révolutionnaire.

Comment ces effets politiques pourraient-ils être obtenus ? Pour les atteindre, des actions percutantes sont nécessaires. L'impact psychologique nécessite un "crescendo" d'une intensification graduelle et soutenue des actions. S'il revient à des niveaux d'opérabilité déjà dépassés, l'effet d'impact diminue ou disparaît. Les effets politiques de l'opérabilité deviendront alors volatils s'ils ne suivent pas une trajectoire ascendante soutenue. Cependant, un effet similaire à l'intensification ou à l'élargissement de l'ampleur des opérations est obtenu en variant leur nature. Ainsi, les deux façons de persister dans la réalisation de l'impact psychologique sont de varier le type d'opérations et d'augmenter leur niveau dans les branches ou les variantes opérationnelles déjà réalisées. Un tel impact psychologique génère de la sympathie.

Dans l'attente que les objectifs démocratiques et nationaux révolutionnaires soient atteints par cette méthode, ils ne sont donc pas intéressés à développer cette sympathie vers une conversion idéologique, pour ainsi dire, une modification profonde de l'idéologie du peuple, puisque cela ne serait pas nécessaire.

L'ensemble du processus est conçu, bien sûr, comme bref, ce qui n'exclut pas une période de quelques années. Ce qui est décisif, c'est l'activité opérationnelle. La seule chose qui compte substantiellement est le développement de l'appareil armé. La capitalisation politique peut se faire en termes de simple sympathie précairement organisable dans un mouvement de masse, conçu fondamentalement comme un vivier où ils peuvent pêcher, comme un lieu de recrutement avec récurrence pour obtenir le soutien nécessaire à l'appareil armé.

La canalisation politique des sympathies obtenues ne prend pas la forme d'un parti. Cela implique que le mouvement correspondant manque d'une ligne claire en matière politique et idéologique ainsi qu'en ce qui concerne les masses. Le foco écarte en réalité une politique pour les masses et exclut l'organisation d'un parti, seul moyen de développer cette politique au niveau des masses. Il exclut également toute modification idéologique profonde, même de ses propres militants. Pourquoi ? Parce qu'il est supposé que l'activité armée va générer une dynamique, que nous avons décrite précédemment, qui rend tout ce processus complexe, (visualisé dans la conception foquista) comme évitable et trop lourd. La lutte armée abrège, elle permet de capitaliser les propres valeurs idéologiques de la bourgeoisie pour la révolution. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire de discuter, pas même avec le réformisme. C'est inutile, car la dynamique générée par les opérations armées entraînera le réformisme sur le terrain de la révolution où il sera un fourgon de queue ou sera détruit par la répression. En réalité, la fonction politique dans la conception foquista est déposée dans les mains de la réaction. C'est la répression qui est chargée de persuader le peuple des avantages de la révolution. Pour que cela soit possible et facile, il est nécessaire que les révolutionnaires ne présentent pas au peuple des options, des idéologies et des problèmes complexes.

Il est nécessaire que le foco révolutionnaire soutienne une position idéologique extrêmement large qui n'empêche personne d'y adhérer, car il est prévu que les adhérents seront massifs, au sens quantitatif et massif quant au niveau idéologique des adhérents. La cause est d'abord sociale, puis démocratique et enfin patriotique. Et tout le monde doit pouvoir y adhérer. La forme de propagande ne doit pas présenter de complexités théoriques ou idéologiques, elle doit être accessible à tous. Le folklore est évidemment la forme la plus efficace pour ce type de prédication. Le contenu propagandiste est émotionnel et non rationnel. Le rationnel limite la possibilité

d'adhésion et est compliqué; l'émotionnel touche tout le monde. La théorie est bien sûr supprimée. Ce sont les faits qui définissent.

Fondamentalement, il s'agit de soutenir le moral du mouvement et l'enthousiasme révolutionnaire des masses par des actions. C'est pourquoi les actions doivent être constantes, soutenues et de plus en plus importantes. C'est l'importance toujours croissante des actions qui signifie l'avancée de la révolution. C'est l'importance sans cesse croissante des actions ou le changement du terrain sur lequel elles se déroulent, qui soutient le moral du mouvement. Le recrutement se définit autour de la propension à réaliser ces actions. Alors que la propension à les réaliser est définie en termes de sentiments et d'émotions. Ces sentiments sont à leur tour générés par les actions. Cette idéologie est viable, évidemment, en tant que moteur d'un mouvement conçu dans des termes à courte vue. Elle est fonctionnelle dans un mouvement qui se base sur la prémisse que son chemin sera fait de succès constants, puisque la possibilité d'opérer toujours dans une direction ascendante implique un succès permanent. Le fait d'avoir une ligne soutenue sur la base d'opérer toujours dans une direction ascendante implique également une sous-estimation de l'ennemi, qui n'est soutenue par aucune analyse de la situation. Les faits ont montré la portée ruineuse de ce critère.

De cette conception à court terme, découle le besoin pertinent d'augmenter constamment le nombre d'effectifs. Afin de créer une armée clandestine le plus rapidement possible. Si la conjoncture politique peut être forcée, disons, à partir d'actions armées, il s'ensuit que plus les actions armées sont importantes et plus l'appareil armé est grand, plus la situation politique sera forcée facilement et rapidement. La conception volontariste est implicite dans ce critère. La confiance dans l'effet multiplicateur des actions armées est également liée à ce critère. Tout type de structure sociale, politique ou économique peut être déformé et modifié par les armes, dans la mesure où ceux qui manient ces armes le souhaitent volontairement.

L'activité politique devient pour le foquisme, une décision subjective d'un groupe opérationnel et non le produit d'un processus global de la société. La décision d'un groupe plus ou moins isolé pèse plus lourd que le comportement des classes sociales. Cette attitude correspond parfaitement à la posture idéologique de certains secteurs petits-bourgeois, en particulier la petite bourgeoisie éduquée (la soi-disant "intelligentsia") qui opère dans notre pays comme une force sociale tout à fait à part des classes sociales fondamentales, en grande partie comme le produit du niveau de conscience retardé de la classe ouvrière. Il est parfois difficile de préciser dans quelle mesure ce comportement des groupes de la petite-bourgeoisie répond réellement aux intérêts de la classe ouvrière ou plutôt aux préoccupations d'ouvrir une voie dans la hiérarchie sociale actuelle.

Quoi qu'il en soit, cette conception foquiste implique militairement la nécessité de créer une armée clandestine. La nécessité de créer une armée clandestine pose un faible niveau d'exigence en matière de recrutement. Lorsque nous parlons d'une armée clandestine, nous ne faisons évidemment pas référence à un appareil armé de dimension quantitative considérable tel que le MLN. Un faible niveau d'exigence en matière de recrutement, couplé à un faible niveau d'exigence en termes de formation politico-idéologique des cadres, accentue leur vulnérabilité face à la répression. Les cadres politiquement mal formés sont particulièrement vulnérables à cette répression. La conception à court terme sous-estime la nécessité de compartimenter. Parallèlement, l'aspect sécuritaire est sous-estimé dans la mesure où le remplacement des cadres perdus est considéré comme facile et la période de lutte comme courte.

Nous pensons que ces circonstances sont à l'origine de la défaite du MLN à partir d'avril. Il est très difficile pour un mouvement qui se développe dans le cadre de la conception foquista de pouvoir surmonter ces faiblesses, qui ne sont surmontables que sur la base d'une approche à long terme. Même les trahisons ouvertes enregistrées au niveau de la direction du MLN, au-delà de leurs aspects anecdotiques, montrent la sous-estimation de la nécessaire homogénéité politique au niveau de la direction. Rien de ce qui s'est passé n'est trop étrange si l'on part du contenu de la conception foquista. C'est la politique qui doit diriger les armes et non les armes qui dirigent la politique. La guerre n'est pas seulement un problème technique. Elle est - ni plus ni moins - que la politique par d'autres moyens.

Dans quelles conditions un appareil armé pourrait-il à lui seul mener à bien une action révolutionnaire? Répondre à cette question implique, dans une certaine mesure, de définir les chances de succès d'éventuelles nouvelles tentatives de foco. Celles-ci seraient viables dès lors que les conditions de vie matérielles des masses ont connu une dégradation très sensible, tandis que la prédominance idéologique bourgeoise commence à

se briser sérieusement. Elles seraient viables lorsque les canaux permis par le système, c'est-à-dire la lutte syndicale, l'action électorale, l'action de propagande publique, sont obstrués, ou même s'ils sont ouverts, sont d'une inefficacité évidente pour les masses, ce qui bien sûr aurait été objectivé dans cette situation, dans des dispositions et des actes concrets de répression. En résumé, un appareil armé pourrait développer une activité politique par lui-même, sans parti, lorsque l'évolution spontanée du processus génère une agitation sociale généralisée, intense et fortement pressurisée. Le foquismo ne serait viable que dans un contexte de grand désespoir des masses qui ne trouvaient pas de canaux politiques pour s'exprimer.

Le foquismo serait viable, en somme, lorsque les motivations sociales auraient une dimension et une profondeur beaucoup plus grandes qu'elles ne l'ont actuellement. Cela lui permettrait, au nom de ces motivations sociales, de générer une dynamique de soutien populaire massif au foco. Cela permettrait de massifier efficacement le processus de lutte armée en un court laps de temps. Ce n'est que dans ces conditions que le foquismo parviendrait à une insertion ou à une capitalisation politique effective des masses. La configuration de ces conditions peut encore nécessiter une période plus ou moins prolongée; cela dépendra de la vitesse à laquelle le processus de détérioration socio-économique est acquis et de l'efficacité avec laquelle cette détérioration au niveau économique, social et politique durcit les formes de domination politique; et sur le plan idéologique en brisant l'hégémonie idéologique bourgeoise sur les masses.

Aucune de ces conditions n'a été générée lorsque le foco a commencé à fonctionner en tant que tel, ni n'a été générée à l'heure actuelle. Elles ne seront pas non plus générées avec les caractéristiques adéquates si le processus ne fonctionne que de manière spontanée. Cela rend nécessaire l'action politique dans la structuration d'un parti qui opère à un niveau public, à un niveau de masse, et clandestinement comme une pratique militaire. Pratique militaire non foquista, bien sûr, puisque les conditions du foco ne sont pas créées. Naturellement, dans la mesure où ces conditions de désespoir social des masses, de durcissement de la structure politique, de détérioration de l'influence idéologique de la bourgeoisie, sont générées et accentuées, l'aspect militaire du travail politique acquerra une pertinence de plus en plus grande, jusqu'à prédominer clairement sur l'aspect de l'action publique, non pas militairement, mais au niveau des masses. L'aspect militaire du travail grandira dans la mesure où la situation au niveau des masses présente des conditions de plus en plus favorables à une issue révolutionnaire. Cependant, à aucun moment l'action au niveau des masses, l'action publique, l'action spécifiquement politique du parti, ne sera sacrifiée et ne cessera d'être nécessaire. Dans la perspective d'une issue insurrectionnelle, c'est évidemment indispensable. Comme nous l'avons dit, l'insurrection signifie la participation active d'un secteur important des masses. Elle implique la réalisation d'un travail politique préalable au sein de l'armée, en particulier, bien sûr, dans ses échelons inférieurs de troupes, comme condition essentielle, en plus du développement préalable d'un appareil armé relativement important.

Il y a un aspect que nous ne voulons pas omettre. En avril, la direction du MLN a considéré l'un des principaux obstacles conduisant à des trébuchements dans son action. Il s'agissait de la soi-disant "anesthésie" des masses face à l'impact recherché par les actions. Un appareil armé ne peut pas fixer sa stratégie avec la nécessité de toujours réaliser des actions dans un sens linéairement ascendant ou en variant son champ. Une conception prolongée de la lutte implique l'acceptation, comme au Vietnam, de différents niveaux d'opérabilité, toujours réversibles. Une stratégie qui présuppose l'augmentation prévisible de la part de l'ennemi devient inadaptable à la situation politique de la société en général. Même dans le cadre d'un processus de détérioration socio-économique et de dégradation à tous les niveaux, ce processus a des rythmes différents. Il peut même revenir en arrière dans son développement. Des situations temporairement favorables à la bourgeoisie peuvent être créées. Et un appareil armé qui fonctionne sur l'hypothèse d'un niveau d'opérations toujours plus élevé n'est pas en mesure de relâcher sa pratique militaire en réponse à ces faits. Par conséquent, la réceptivité des masses peut être difficile, voire insuffisante.

La pratique militaire implique inévitablement à un certain moment, ou à un certain niveau de son développement, le recours à des actions "désagréables". L'acceptation d'actions désagréables suppose la modification préalable de l'idéologie dans des secteurs populaires de plus en plus larges. Ce n'est qu'alors qu'ils seront en mesure d'accepter les désagréments qui résultent inévitablement de la pratique militaire à un certain niveau de leur développement. C'est une erreur fondamentale du foquisme de supposer que les actions militaires peuvent devenir indéfectiblement sympathiques, si l'on se passe de la conquête idéologique des masses, si l'on fait

abstraction de la conquête idéologique des masses, à un certain moment elles deviennent insupportables. Mais la conquête idéologique des masses suppose l'activité d'un parti, et l'acceptation d'une lutte de longue haleine.

La création d'un parti, c'est-à-dire l'existence d'une pratique politique publique liée à l'activité de l'appareil armé, suppose des définitions idéologiques, elle suppose tôt ou tard l'adoption de positions théoriques. Cela suppose bien sûr la confrontation publique avec des courants idéologiques hostiles. Elle suppose, en somme, tout ce qui implique une pratique politique publique. Et cela est incompatible, en tant que tel, avec la conception idéologique politique, qui est ce qui permet la possibilité de joindre la pratique armée à l'idéologie prédominante. La tentative de concilier une pratique révolutionnaire avec l'hégémonie idéologique bourgeoise, s'est matérialisée dans la recherche de canaliser révolutionnairement les conditions démocratiques-libérales et nationales des masses.

Comment éviter l'"anesthésie" générée tôt ou tard par la persistance opératoire? Comment éviter les répercussions négatives d'actions désagréables? Le MLN n'a jamais trouvé d'autre solution à ce problème que l'augmentation du niveau opérationnel et le succès de cette prétendue solution signifiait que, étant donné l'augmentation du niveau opérationnel, certaines réponses de nature politique allaient être données par l'ennemi. L'effondrement du MLN tient en grande partie au fait que les réponses de l'ennemi n'ont pas été celles prévues. Rendu vulnérable par son propre développement quantitatif, l'appareil armé foquista n'a cependant pas été capable, par sa pratique militaire, de produire les changements politiques attendus. Comme la nombreuse armée clandestine qu'elle était, elle s'est retrouvée progressivement isolée des masses, subissant la vulnérabilité de sa dimension insuffisante, sans toutefois recueillir le soutien nécessaire des masses. En utilisant la torture, la répression a frappé le MLN là où il était faible, au niveau de la formation de ses cadres militants, dans le manque d'homogénéité de sa direction politique, qui était fissurée aux niveaux intermédiaires, et à sa tête par la trahison. Par les effets de la torture, l'infrastructure a également été rapidement démantelée. La dimension quantitative insuffisante a alors montré son danger. Les arrestations massives de militants l'ont prouvé

Agissant comme un énorme obstacle, l'immense équipement accumulé par le MLN en vue d'une "guerre" définie en termes spécifiques de harcèlement, a fini par être un facteur de faiblesse supplémentaire. La chute d'un grand nombre de planques et d'importants dépôts d'armes et de munitions a eu un impact négatif sur le moral des troupes et a accentué les mauvais effets de la formation politique déficiente des militants. Après avoir reçu quelques coups, le climat de démoralisation a gagné le mouvement et a précipité sa défaite. Le décroissement a alors manifesté ses effets désastreux.

La précarité du cadre politique obtenu par les partisans du foco rend évidente son utilité limitée. Il est même devenu impossible d'orchestrer une campagne publique suffisante contre la torture. Un grand paradoxe s'est produit lorsque dans le cadre idéologique totalement inadéquat du MLN, une action répressive aux caractéristiques similaires à celles du Brésil ou de l'Algérie a pu être subrepticement vécue, sans que cela ne provoque une réaction publique d'importance suffisante. Un mouvement de sympathie n'équivaut pas à un parti politique. Un mouvement de sympathies idéologiquement amorphe, dépourvu en somme d'une autre stratégie et d'une autre tactique que la simple sympathie pour les actions armées et l'adhésion émotionnelle à celles-ci, ne suffit pas. Un parti politique, c'est autre chose.

La conception foquista accepte l'encadrement des sympathies dans des mouvements de sympathisants à l'action militaire. La conception foquiste ne tolère pas l'existence d'un parti, qui est incompatible avec elle. Mais le mouvement de sympathisants démontre son inefficacité en tant que forme d'action publique. Il est toujours valable que le foquismo continue à exclure une pratique politique publique malgré les apparences qu'il a pu avoir dans sa version uruguayenne. Seul un véritable parti politique avec insertion dans les masses et avec action publique, est capable d'assumer au niveau des masses, les responsabilités inhérentes à son lien avec la pratique militaire. Un mouvement amorphe de sympathisants n'est pas capable d'assumer correctement ces responsabilités, l'expérience uruguayenne le prouve de manière concluante. L'échec de ce type d'action publique du foco est nécessairement corrélé avec la conception du foquista au niveau militaire. Malgré ses adaptations, dont nous avons rendu compte tout au long de cette série d'ouvrages, la version uruguayenne du foquismo a démontré de manière concluante son erreur, sa nullité, tant dans le domaine militaire que dans celui de l'action publique. Ces deux échecs ne sont que les deux faces d'une même pièce. L'échec dans les deux sphères restera inévitable dans la mesure où le Foquismo ne revoit pas en profondeur sa conception. Dans la mesure où il ne

cesse pas d'être foquista, aucun mouvement révolutionnaire ne sera en mesure de canaliser efficacement les efforts de la révolution uruguayenne. Au contraire, il contribuera à créer des conditions susceptibles de mettre en danger l'ensemble du processus.

Le foquismo, la validité de la conception foquista, ne peut que contribuer à faire avorter le développement du processus révolutionnaire uruguayen. Bien sûr, cela n'empêche pas de reconnaître la motivation et la nature révolutionnaire de l'activité des camarades qui, partageant la conception foquista erronée, ont développé le MLN. Où se situe la reconnaissance de ces camarades comme révolutionnaires ? Ils ont définitivement validé la pratique militaire qu'ils ont introduite en Uruguay. Leur attitude implique une rupture profonde et définitive avec le pouvoir en place. Ils l'ont attaqué dans la sphère la plus sensible, celle de la remise en cause du monopole de la force par l'Etat bourgeois. Ils ont contribué dans une certaine mesure, partiellement et indirectement, à détériorer l'hégémonie idéologique bourgeoise sur les masses, même en agissant dans une perspective non prolétarienne, petite-bourgeoise. Les camarades qui ont participé à l'activité du foco sont-ils révolutionnaires ? Oui. Le Foquismo est-il une conception révolutionnaire efficace ? Non. Le foquismo est une conception révolutionnaire erronée et, en tant que telle, négative et dangereuse pour la révolution.

[Cela fait référence au concept léniniste de l'implantation externe de la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier. Une conscience qui, selon eux, devait être " greffée " de l'extérieur des organisations syndicales (du parti révolutionnaire, des révolutionnaires professionnels, d'une couche éclairée, etc.) car ce n'est pas quelque chose que l'expérience de la classe ouvrière elle-même pourrait développer. Cette conception différencier stratégiquement les anarchistes de classe des courants marxistes-léninistes).

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Federación Anarquista Uruguay
COPEI
1972

Récupéré le 2022-04-09 de redblacknotes.com/2022/04/02/copei-commentary-on-armed-struggle-and-foquismo-in-latin-america-1972-new-and-complete-translation

Traduit par Campy Sino, 2022. Traduit de
federacionanarquista Uruguaya.uy/copei-1a-parte-documentos-de-fau-1972 et
federacionanarquista Uruguaya.uy/copei-2a-parte-documentos-de-fau-1972

fr.theanarchistlibrary.org